

LA REVUE RÉFORMÉE

SOLI DEO GLORIA



SOMMAIRE

Klaus BOCKMUHL Dr Th.: La discussion sur
l'Homosexualité. Point de vue théologique 1

J.-D. DINGERINK, Dr en Droit: Le chrétien et la
Démocratie moderne 26

Bibliographie 42

Bulletin de l'Alliance Evangélique Française.

LA REVUE RÉFORMÉE

REVUE THEOLOGIQUE ET PRATIQUE

à l'usage des fidèles, des conseillers presbytéraux et des pasteurs

publiée par la

SOCIÉTÉ CALVINISTE

Avec la collaboration de pasteurs, docteurs et professeurs
des Eglises réformées françaises et étrangères.

COMITÉ DE RÉDACTION

Jean CADIER — Pierre COURTHIAL

Pierre MARCEL — Michel RÉVEILLAUD

André SCHLEMMER — A.-M. SCHMIDT

Avec la collaboration de Klaus BOCKMÜHL, J. G. H. HOFFMANN, A.-G. MARTIN,
Pierre PETIT, etc...

Directeur : Pierre MARCEL, D. Th.

Président de l'Association Internationale Réformée

*Rédaction et commandes : 8, rue de Tourville, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
(Seine-et-Oise), France*

ABONNEMENTS, ENVOIS DE FONDS ET DONNS

se référer page 3 de la couverture

Prix de ce numéro : F 5,—

(Franco de port et 15 % de réduction sur toute commande de numéros spéciaux de
« La Revue Réformée ». — Voir pages 3 et 4 de la couverture)

— Les abonnements partent toujours du premier numéro de chaque tome (année ordinaire).

— Tout abonnement qui n'est pas résilié au 31 décembre (par lettre adressée à l'Administration de la Revue) est considéré comme valable pour l'année suivante.

— Les abonnements doivent être réglés dans les six premiers mois de l'année. Les frais de rappel (1 F) sont à la charge des abonnés.

LA DISCUSSION SUR L'HOMOSEXUALITÉ

Point de vue théologique

par Klaus BOCKMÜHL *

I

COMPTE RENDU DE LA DISCUSSION

1. Angleterre.

C'est en Angleterre que la discussion a commencé sur ce thème. La recrudescence de l'homosexualité dans la population anglaise — les statistiques des délits connus de la police révèlent en 1954 une augmentation de 850 % des actes délictueux de cette nature par rapport à 1934, alors que l'ensemble des délits de tous genres sur des personnes ou des biens n'a augmenté que de 223 %¹ — a conduit le ministère de l'Intérieur à désigner une commission qui, contrairement aux commissions parlementaires, n'avait pas le droit de recevoir des dépositions sous serment. En suite de son activité, cette commission est parvenue à un résultat qui, loin d'être celui qu'on pouvait attendre en partant de la situation qui l'avait suscitée, c'est-à-dire une aggravation des mesures répressives, militait pour la suppression du caractère criminel des actes homosexuels comme tels (en élevant à 21 ans l'âge limite de la protection des mineurs). Toutefois, entre temps, la Chambre des Communes a décrété le maintien des paragraphes de la loi actuelle.

Le rapport de cette commission — qu'on appelle le *Wolfenden Report*² — a été préparé par une série d'enquêtes privées, parmi lesquelles des mémoires de l'Eglise catholique romaine — le « *Griffin-*

* Klaus Bockmühl, né en 1931 à Essen, Allemagne, a étudié la théologie, la sociologie et la philosophie dans les universités de Wuppertal, Tübingen, Göttingen et Bâle. Docteur en Théologie de l'Université de Bâle depuis 1959, il est secrétaire de la « Societas Ethica », et Assistant d'Histoire de l'Éthique chrétienne de 1962 à 1965. — Nous sommes heureux de le compter désormais parmi les collaborateurs réguliers de *La Revue Réformée*.

¹ *Homosexuality and Prostitution*. A Memorandum of Evidence prepared by a Special Committee of the Council of the British Medical Association... London, déc. 1955, p. 21.

² *Report of the Committee on Homosexual Offences and Prostitution*, Home Office, Scottish Home Department, London, sept. 1957.

Report » — du Comité d'assistance sociale de l'Eglise anglicane et de la Société médicale britannique³.

Le rapport anglican est particulièrement intéressant pour une appréciation théologique de la question. Comme le memorandum de la Société médicale, il distingue « *propensity* » et « *behaviour* », l'inclination instinctive et le comportement. L'apparition de l'attirance particulière vers le même sexe, la « condition », la disposition homosexuelle caractérisée, est presque exclusivement rattachée à des influences de la première enfance et est expliquée sociologiquement et psychologiquement. La distinction entre *disposition* et *pratique* homosexuelle conduit à cette conclusion : « Prise en elle-même, la disposition est neutre, éthiquement parlant. Mais elle peut s'exprimer dans divers actes homosexuels qui peuvent tomber sous le coup d'un jugement éthique »⁴. En ce qui concerne son comportement pratique, l'homosexuel n'a « aucun droit de revendiquer une liberté morale plus grande que son frère hétérosexuel »⁵.

Les rapports précédemment nommés traitent tous — celui de l'Eglise anglicane le dit expressément⁶ — uniquement l'aspect *légal* de l'homosexualité, la question de savoir si l'homosexualité, comme action manifeste, est justiciable de la censure civile ou ecclésiastique. Il faut distinguer *crime* et *péché*. Le jugement théologique et éthique n'aboutit pas à des conclusions décisives. Ainsi, la manière dont est traité le problème dans le memorandum anglican révèle-t-elle certaines nuances changeantes. Dans la première partie qui est la partie juridique, ce sont des valeurs uniquement sociologiques qui se présentent — le « traitement curatif » y est synonyme de réadaptation sociale (« *adjustment* ») — tandis que dans la seconde il est précisé certaines démarches de cure d'âme envers les homosexuels qui va jusqu'à souligner la nécessité d'une conversion.

2. Pays de langue allemande.

Dans ces régions, la discussion a été suscitée par les préparatifs de la grande réforme du Code pénal entreprise par la République fédérale. Les questions en rapport avec notre sujet ont été abordées par une commission d'autorités juridiques entre 1955 et 1958. Simultanément s'élevait une discussion littéraire au cours de laquelle des voix se sont élevées pour demander l'abrogation totale du § 175 du Code pénal fédéral qui condamne les actes d'homosexualité.

Les livres du sexologue Hans GIESE et du neurologue R. KLIMMER, de Dresde (ce dernier, bien que rédigé en Allemagne de l'Est, a été imprimé à Hambourg), ont ouvert la marche.

³ *Sexual Offenders and Social Punishment, Being the Evidence of the Church of England Moral Welfare Council, compiled and edited by D. S. Bailey, London, 1956.* Pour le rapport de la Société médicale, voir note 1.

⁴ *Sexual Offenders...* p. 103.

⁵ *Ibid.*, p. 105.

⁶ *Ibid.*, p. 11.

Par l'intermédiaire du célèbre médecin protestant, conseiller conjugal, le Dr. Théo BOVET, de Bâle, la discussion a pénétré les milieux d'Eglise protestants. Tout d'abord, le Dr. BOVET a édité un petit ouvrage : « *Sinnerfülltes Anderssein* » (1959), qui entendait communiquer au public les annotations et expériences de quelques homosexuels. Dans une ample préface, le Dr. BOVET rompt une lance en faveur de la reconnaissance des homosexuels par l'Eglise chrétienne, en donnant pour raison qu'il est pour ainsi dire démontré que dans l'homosexualité on a affaire à une disposition biologique différente, à une variante dans l'ordre de création, contre laquelle les sujets ne peuvent pratiquement rien faire. Il demande en outre qu'au lieu de la notion accablante d' « homosexualité », on se serve plutôt de celle d' « homophilie » — parce qu'il s'agit, tout compte fait, d'une part restreinte d'activité sexuelle et beaucoup plus d'une forme de vie mentale qui englobe tout l'homme.

Le Dr. BOVET provoqua la sensation et de vives critiques dans de vastes milieux, par l'exposé qu'il fit sur l'homosexualité en 1961 devant la Commission d'études sociales de la Société pastorale suisse⁷. Les thèses qu'il y défendait furent partiellement reprises dans un article de la revue « *Reformierte Schweiz* »⁸, puis dans un exposé beaucoup plus détaillé et motivé, dans le second livre du Dr. BOVET, « *Ehekunde* », récemment paru. Nous en reparlerons.

Le domaine de la discussion s'élargit ensuite par la publication de deux articles de la livraison de mai 1962 de la « *Zeitschrift für evangelische Ethik* ». Un court article présente le plaidoyer de Adolf KÖBERLE (Tubingue)⁹, en faveur d' « une compréhension et d'une compassion » à l'égard d'une minorité différemment dotée par la nature et par conséquent irresponsable. Un article plus long émane de Helmut THIELICKE, de Hambourg¹⁰. Il s'attaque surtout à la répression pénale des délits homosexuels. Après avoir écarté fort sommairement le jugement biblique — « en majorité des traditions inutilisables » — il peut donner libre cours à des considérations sociologiques : « réaliser, dans le cadre de cette disposition, des valeurs éthiques relatives ». Il est donc décrété que la vie privée d'un homme ne regarde pas l'Etat. Comme « le médecin chrétien Dr. BOVET » qu'il cite, THIELICKE ne croit guère à une possibilité de guérison que dans des cas exceptionnels et recommande à la cure d'âme chrétienne la « sublimation » comme perspective d'une amélioration qui pourrait être obtenue avant tout par des tâches (professionnelles) « dans les zones proprement dangereuses ».

⁷ *Mitteilungen der Sozialen Studienkommission*, n° 134, Thoune, août 1961, p. 35-37.

⁸ *Gedanken zur Homophilie*, Reformierte Schweiz, cahier 7/1962.

⁹ *Deutung und Bewertung der Homosexualität im Gespräch der Gegenwart*, « *Zeitschrift f. ev. Ethik* », année 6/1962, p. 141-149.

¹⁰ *Erwägungen der evangelisch-theologischen Ethik zur Homosexualität und ihrer strafrechtlichen Relevanz*, *ibid.*, p. 150-166.

Le cahier 5/1962 de la *Zeitschrift für evangelische Ethik* a ajouté à ce sujet deux nouvelles prises de position. Un aumônier d'établissement pénitenciaire estime que l'homosexualité est avant tout amour du jeune garçon et qu'on doit tout d'abord mieux protéger la jeunesse, tandis qu'on pourra laisser tomber les paragraphes fondamentaux qui placent la pratique homosexuelle au nombre des délits. Comme remèdes, il recommande une « meilleure adaptation sociale », une vie de famille saine, etc.¹¹.

L'autre exposé rédigé par Hans Joachim SCHOEPS, spécialiste en histoire des religions, d'Erlangen¹², offre le plus vif intérêt. Il cite une masse d'exemples tirés de l'histoire des religions et destinés à montrer que partout dans le monde — jusque chez les Esquimaux — l'homosexualité a été une affaire considérée avec honneur, de sorte qu'on ne comprend pas pourquoi Juifs et chrétiens feraient exception à cette règle. Il explique l'interdit de l'Ancien Testament en fonction du culte des idoles (« comme l'interdiction de manger du porc », parce que cela avait un rapport avec un culte étranger). Cette interdiction est donc liée à une situation sociale depuis longtemps dépassée. Au sujet du Nouveau Testament, on affirme que Jésus n'a pas parlé contre l'homosexualité ; les déclarations qu'on ne trouve que chez Paul proviennent de l'horizon limité des Juifs de la diaspora en face de la culture du monde grec. SCHOEPS constate enfin avec satisfaction qu'au bout de vingt siècles d'injustice persistante quelques théologiens osaient enfin trouver le courage de s'en prendre au littéralisme de la Bible.

En même temps, la discussion s'étend en dehors de l'Eglise protestante. H. J. SCHOEPS écrit également dans le périodique « *Der Monat* » de décembre 1962 un article plus long sous le titre : « *L'homosexualité doit-elle rester punissable ?* »¹³. Pour la première fois, il trouve comme argument que le paragraphe de la loi repose sur une conception périmée de la médecine ; aujourd'hui, en effet, l'homosexualité n'apparaît plus comme une perversion, mais comme une différence de nature. En développant ses idées, il déclare notamment que l'opinion médicale (qui est encore loin de l'unanimité) ne doit pas être le seul fondement ; jurisprudence et législation dépendent aussi des conceptions générales qu'une société se fait en matière sexuelle, et dans ce domaine ces conceptions sont très différentes de celles du siècle dernier. Il demande donc qu'on en tienne compte. Il faudrait aussi tenir compte de la précocité croissante de la maturité sexuelle pour exiger un abaissement de l'âge qu'il faut protéger. Comme pour lui l'homosexualité est une disposition de la nature, il

¹¹ O. DÜSTERBEHN, *Diskussionsbeitrag zum Thema : Homosexualität und ethische Selbstverwirklichung*, *ibid.*, p. 374-377.

¹² H. J. SCHOEPS, *Homosexualität und Bibel*, *ibid.*, p. 369-374.

¹³ *Der Monat*, 15^e année, cahier 171, p. 19-27 : « Soll Homosexualität strafbar bleiben ? »

faut de toute manière cesser de parler de « débauche ». Enfin, il soulève l'argument qu'en maints pays les paragraphes en cause ont déjà été abolis ; l'idée que pour maintenir l'état de santé de la population, il faut soumettre la minorité à un régime légal d'exception, est une sinistre réminiscence de la terreur national-socialiste.

Lors de la publication de cet article, une discussion s'est ouverte dans les colonnes de « *Christ und Welt* », dans lesquelles R. KRÄMER-BADONI a vivement attaqué l'argumentation de SCHOEPS, en particulier le parallèle qu'il prétendait établir entre la législation sur l'homosexualité et la persécution nationale-socialiste des Juifs¹⁴. A quoi SCHOEPS répondit dans le même journal et R. KRÄMER-BADONI répliqua en concluant la discussion par le jugement tiré de l'expérience, que l'homosexuel s'en prend nécessairement au garçon de sorte que la protection de la jeunesse doit pouvoir s'exercer même si les paragraphes en cause devaient être déclarés caducs pour des raisons d'égalité de droits, etc. Pas trace de point de vue théologique dans toute cette discussion.

Un élément important dans le débat a été la parution d'un livre de poche, un « *Fischer-Taschenbuch* » intitulé « *Sexualität und Verbrechen* »¹⁵. Dans cet ouvrage volumineux s'expriment plusieurs savants, sociologues, juristes, médecins, qui se prononcent unanimement contre le projet gouvernemental « trop conservateur » dans le domaine de la réforme du droit pénal. Ces dispositions abordent les sujets de l'avortement, de la prostitution et également de l'homosexualité. Dans cette collection on retrouve l'article mentionné plus haut de THIELICKE¹⁶.

Tout l'ouvrage est particulièrement dangereux parce qu'on y expose tout du long l'argument selon lequel il faut adapter le droit et la loi aux conceptions morales radicalement transformées de la société et les libéraliser. C'est une fois de plus la tendance si nettement visible depuis la guerre, particulièrement dans les rapports KINSEY, de prendre pour fil conducteur la statistique et les résultats d'enquêtes de manière à faire de la pratique moyenne la norme définie. Contre ce « sociologisme », le sociologue H. SCHELSKY s'est vivement élevé¹⁷ en affirmant que par nature le droit devait, non répéter simplement la loi naturelle, mais émonder les sauvages naturels. Le projet gouvernemental exigeait dans ce sens que « la loi pénale ait une autorité capable de façonner les mœurs ». Mais avant tout, cette espèce de

¹⁴ R. KRÄMER-BADONI, « *Soll Homosexualität strafbar bleiben ?* » *Christ und Welt*, 16^e année, n° 1 (4-1-1963), p. 10 ; H. J. SCHOEPS, « *Gibt es eine Verführung ?* », *ibid.*, n° 2 (11-1-1963), p. 9 ; R. KRÄMER-BADONI, « *Sodoma bleibt Sodoma* », *ibid.*, n° 4 (25-1-1963), p. 9.

¹⁵ [*Sexualité et Crime*], Fischer-Bücherei, n° 518-519, févr. 1963 (éd. par FR. BAUER, H. BÜRGER-PRINZ, H. GIESE, H. JÄGER), 438 p.

¹⁶ *Ibid.*, p. 48-69.

¹⁷ *Soziologie der Sexualität*, Rowohlt's Deutsche Enzyklopädie, vol. 2, Hambourg, 1955, p. 8 s., particulièrement p. 51 ss. (« *Die Moral der Kinsey-Reporte* »).

science « progressiste » est incompatible avec l'éthique chrétienne qui s'oppose à toute identification avec une éthique « des-criptive » au moyen d'une éthique « pres-criptive » au sens biblique et théologique¹⁸.

La publication la plus récente dans le camp chrétien — si l'on ose dire — est un ouvrage collectif dans la série « *Stundenbücher* » de la maison d'éditions Furche : « *Der homosexuelle Nächste* », Hambourg, 1963. On y retrouve l'article de KÖBERLE, entre autres. SCHOEPS y complète ses exposés du « *Monat* » selon sa manière tendancieuse, en accumulant tous les arguments « pour », tels le « caractère naturel » de l'homosexualité, l'impossibilité naturelle d'une « incitation à la débauche », voire même la signification positive au plan de la civilisation, de l'amour pour les garçons (SCHOEPS a dirigé une nouvelle édition du « *Die Rolle der Erotik in der männlichen Gesellschaft* », 1962, *Le rôle de l'érotique dans la société masculine*), et il se livre à une idéalisation de l'homosexualité qu'il déclare généralement inoffensive. Le pasteur hollandais S. J. RIDDERBOS réédite un article qui interprète les textes bibliques de telle manière qu'ils se contredisent les uns les autres et qu'il faut chercher une solution de compromis. Il est surprenant de voir la somme de questions rhétoriques qu'il accumule pour faire fléchir la discussion dans la direction désirée : une compréhension des relations homosexuelles. Cet article nous laisse une impression parfaitement antipathique par la manière dont il louvoie dans son argumentation. Il n'y a que l'article du psychiatre hollandais M. ZEEGERS qui cherche visiblement à soupeser faits et arguments, sans préjugé, en les comparant les uns aux autres. A maints égards, il semble être le premier à faire droit aux phénomènes de l'homosexualité. Une nouvelle voix entre en jeu par l'exposé de Willhart S. SCHLEGEL. Il présente d'une part les résultats de ses recherches sur les types constitutifs en vue d'une solution du problème de l'hérédité en matière d'homosexualité, et d'autre part il formule une si grande quantité de thèses et de prétentions fondées sur son image de l'homme purement biologique qu'il est impossible de traiter de cet article dans le cadre de ce compte rendu de la discussion. L'Eglise chrétienne aura à réfléchir à ce qu'elle voudra faire de la proposition déjà présentée par KINSEY de fixer « des normes morales universelles d'après le nouvel état de la connaissance biologique » et de miser « avec confiance sur l'appréciation des instincts naturels » (p. 180, 182). Il vaut la peine de souligner que cette voix trouve une publicité dans une maison d'édition traditionnellement chrétienne qui a publié en son temps A. SCHLATTER et K. HEIM, et cela dans un recueil d'articles qui ne laisse aucune place à un représentant de la tradition chrétienne unanime jusqu'à ces derniers temps. Ce fait ne trouve plus une explication suffisante dans la tolérance illimitée de la théologie protestante.

¹⁸ Cf. H. VAN OYEN, art. *Ethik* dans RGG³, II, col. 709.

A la publication de la maison Furche s'ajoutent encore les articles de H. VAN OYEN, « *Pastorale Bemerkungen zur Homophilie* » (*Remarques pastorales sur l'homophilie*), et W. S. SCHLEGEL, « *Die Homosexualität in biologischer und ethischer Sicht* », parus tous les deux dans le cahier de janvier 1964 de la *Revue pour une éthique évangélique* (*Zeitschrift für evangelische Ethik*). L'article de SCHLEGEL est une reproduction partielle de l'exposé mentionné ci-dessus.

3. Ampleur de l'argumentation.

C'est dans un chapitre du nouveau traité du Dr. BOVET sur le mariage qu'on trouvera un exposé relativement complet de ces vues qu'il représente aussitôt sous un concept plus général, celui du « couple » : « *Couples homophiles* »¹⁹.

Il y a déclaré qu'en principe la foi chrétienne n'a pas une morale sexuelle spécifique. Il tire cette déclaration surprenante, si l'on songe au Nouveau Testament, de la constatation que la morale sexuelle est meilleure en zone soviétique que dans l'« occident chrétien »²⁰. Comme il cherche nettement là, lui aussi, à identifier la moralité pratique aux normes éthiques et n'aboutit pas à des résultats positifs, il ne se voit pas capable « de dire ce qu'on doit entendre concrètement par une morale sexuelle chrétienne »²¹.

Sur la base des statistiques de KINSEY²², le Dr. BOVET admet une extension extraordinaire des pratiques homosexuelles. Il en résulte à son avis qu'un nombre élevé d'hommes sont « naturellement » homosexuels, de 4 à 8 % des hommes le sont « spécifiquement », et sont

¹⁹ Th. BOVET, *Ehekunde. Die jüngste Wissenschaft von der ältesten Lebensordnung. Ein Grundriss für Ärzte, Seelsorger, Eheberater und denkende Eheleute*, vol. 2. Spezieller Teil. Schriftenreihe des christlichen Instituts für Ehe- und Familienkunde, vol. 5, Berne, 1962, p. 134-152.

²⁰ *Ehekunde*, 1. Allgemeiner Teil, dans la série générale, tome 4, p. 88 s.

²¹ *Ibid.*, p. 89.

²² « Le rapport Kinsey présente les informations les plus sûres » (*Sinnerfülltes Anderssein. Seelsorgerliche Gespräche mit Homophilen*, éd. Dr. méd. Th. BOVET, Tubingue, Katzmann, 1959, p. 21). Les principes scientifiques de KINSEY se sont entre temps révélés insuffisants ; ils rendent ses exposés en grande partie inexactes et inutilisables. Ses statistiques, par exemple, partent d'un milieu qui n'est absolument pas représentatif et qui comprend un pourcentage élevé de délinquants sexuels. Outre ces lacunes méthodiques, les rapports KINSEY sont objectivement inutilisables par la *tendance* qui les imprègne de ne tenir compte que d'une image biologique de l'homme et d'un comportement sexuel conditionné biologiquement (impliquant naturellement l'éventualité de contacts sexuels avec des animaux). Le mérite d'avoir dépisté ces erreurs et ces vues étroites qui ont suscité en Amérique une abondante littérature critique, revient dans les pays de langue allemande à la monographie de H. LUTZ, *Das Menschenbild der Kinsey-Reporte, Analyse und Kritik der philosophisch-ethischen Voraussetzungen*, Beiträge zur Sexualforschung, 10, Stuttgart, 1957 (VIII, 11 p.), puis à A. KARDINER, *Sex and Morality*, New York, 1954 (reproduit par H. SCHLESKY, cf. note 17, p. 112 s.). On ne peut que souhaiter que ces travaux tombent dans les mains de ceux dont le « révélateur » KINSEY « a ouvert les yeux », et qui réclament maintenant publiquement la liberté à l'égard de toutes les conceptions surannées de la morale sexuelle et discernent leur courage civique dans une « offensive contre les tabous héréditaires ». C'est en ces termes que le magazine « *Twen* » expose le problème de l'homosexualité.

d'après lui conditionnés homosexuellement²³. Il prend lui-même une position extrême dans cette littérature en déclarant que cette homosexualité constitutionnelle représente, à côté de l'hétérosexualité, la seconde de « deux possibilités naturelles » qui parvient par hérédité au porteur et qui est comparable au fait d'être gaucher²⁴ ou d'avoir les cheveux roux²⁵. Dans son exposé le plus récent, il prétend que la preuve du caractère héréditaire, et donc de la « nature » constitutionnelle de l'homosexualité, est désormais scientifiquement donnée de manière « contraignante »²⁶ dans le fait expérimental que des jumeaux provenant d'un seul ovule se sont trouvés plus fréquemment homosexuels ensemble que ceux qui proviennent de deux ovules (HIRSCHFELD, 1920 ; KALLMANN, 1952). De même, le fait de tendances homosexuelles dans certaines familles est interprété comme une hérédité.

Si l'on admet cette *thèse d'une homosexualité naturelle et héréditaire*, il en résulte les conséquences suivantes :

- 1) Le Dr. BOVET peut fonder son exposé sur la conscience et la bonne opinion qu'ont d'eux-mêmes les homosexuels « vrais ».
- 2) On ne peut plus parler de « perversion » homosexuelle ; celui qui se laisse pervertir avait déjà des dispositions homosexuelles.
- 3) Toute condamnation est injuste ; on ne saurait être puni pour une disposition biologique.
- 4) Les actes homosexuels sont pour un homosexuel aussi naturels que les actes hétérosexuels pour un hétérosexuel ; « un véritable homophile suit sa nature profonde »²⁷.
- 5) Les homosexuels ont une conscience d'homosexuel : elle ne trouve rien de faux à un commerce homosexuel et interdit en revanche toute relation avec l'autre sexe comme inconvenante.
- 6) L'homosexualité étant une disposition naturelle, on peut en déduire qu'elle est parfaitement compatible avec la foi chrétienne ; le Dr. BOVET déclare qu'il existe des « homophiles profondément croyants ».
- 7) L'homosexualité naturelle n'étant pas une maladie ne peut être soignée.
- 8) L'homosexualité n'étant pas un péché, on ne peut se convertir en se détournant d'elle. Le Dr. BOVET ne « connaît aucun cas où un vrai homophile soit devenu hétérosexuel par une conver-

²³ 4-8 % : *Ehekunde*, 2^e partie, p. 145 ; « au moins » 4 % : p. 135 ; 5 % : « *Sinnerfülltes Anderssein* », p. 10.

²⁴ *Ibid.*, p. 137.

²⁵ *Sinnerfülltes Anderssein*, p. 28.

²⁶ *Ehekunde*, 2^e partie, p. 135.

²⁷ *Ibid.*, p. 137.

sion, de sorte qu'au lieu d'éprouver des excitations, des rêves ou des attirances pour le même sexe, il en éprouve pour l'autre »²⁸. Les homosexuels convertis doivent être en fait des bisexuels qui ont pu vaincre leurs tendances homosexuelles. Et le Dr. BOVET de donner les conseils suivants dans une intention de cure d'âme éthique :

1. Le « mariage », au sens du « couple », d'une vie entre partenaires, est pour le Dr. BOVET la catégorie suprême de l'éthique. Aussi recommande-t-il surtout aux homosexuels de constituer des « amitiés » durables qu'il compare à des sortes de mariages. Il suit à ce sujet Hans GIESE²⁹ qu'on a déjà mentionné et sa propre expérience de « couples semblables qui correspondent aux critères de l'amour, de la fidélité et de l'approfondissement spirituel et sont considérés par les partenaires comme un équivalent parfait du mariage »³⁰. En conséquence, il forge un nouveau concept de la perversion : la perversion n'est plus ce qui est « contre nature », comme Paul le dit de l'homosexualité dans Romains 1 : 26, une déviation de la création, mais le manque d'une communion avec un partenaire³¹.

2. Dans le cadre de « relations identiques au mariage » ainsi conçues et qui impliquent ménage commun, etc., il n'est ni juste ni souhaitable de demander l'abstinence d'actes sexuels. Car ils sont aussi l'expression d'une relation amoureuse. En s'appuyant sur l'opinion du Dr. GIESE, le Dr. BOVET pense que l'observation d'une norme dans le sens de l'abstinence se ferait « au détriment de la spiritualité propre de l'individu ».

3. Le Dr. BOVET semble recommander que les homosexuels pratiquent des professions « en zone dangereuse » : « coiffeur, cuisinier, sommelier, tailleur, masseur, infirmier, acteur, danseur, instituteur, responsable de jeunesse, instructeur, psychologue, guide spirituel (*Seelsorger*) », professions auxquelles aspirent les homosexuels. L'objection faite à ce choix professionnel qui pourrait comporter certains dangers est rapidement écartée : « Cela peut être vrai pour des hommes inconsistants et sans maturité. » C'est la considération contraire qui est « féconde », à savoir que dans ces situations, ces hommes ont l'occasion de « sublimer », d'éprouver une satisfaction personnelle et, grâce à leur sensibilité particulière, d'être utiles à la société, dans

²⁸ *Ibid.*, p. 150.

²⁹ On y cherche à concrétiser certaines valeurs sociales, dont l'homosexualité comme telle est le principe indiscuté. Cf. H. GIESE, « *Sexualpathologie. Grundriss* », dans *Zeitsch. medico-Boehringer, Europa-Assgabe*, cahier 5, 1961, p. 140. Cf. aussi H. THIELICKE (note 15), p. 62.

³⁰ *Ehekunde*, 2^e partie, p. 13.

³¹ BOVET est conséquent lorsqu'après avoir supposé et admis la conscience de l'homosexuel dans son état non corrigé comme une « autre conscience » dont la polarité est inversée, il n'introduit dans ce cadre qu'un correctif de dimension sociale, l'« état de couple ». Il n'y a pas lieu de fonder chrétiennement cette valorisation « naturelle » de la conscience et la réduction du commandement d'amour à sa seconde moitié.

ces professions particulièrement. Le Dr. BOVET présuppose naturellement, bien entendu, qu'employés dans ces situations, ces messieurs n'en abuseront pas pour courir des aventures sexuelles³².

4. Cela dit, le devoir des chrétiens est avant tout d'assister les homosexuels dans cette insertion dans la société. La proposition du Dr. BOVET de créer un « conseiller conjugal » pour « couples » homosexuels est bien connue³³.

Dans son dernier exposé que nous avons pris pour base de ces lignes, il exprime l'exigence que les chrétiens favorisent l'organisation des homosexuels (« *Der Kreis* » de Zürich est mentionné et son adresse postale indiquée) dans leur « œuvre hautement éthique » de combat contre les préjugés du public et dans leur intention d'aider les homosexuels à parvenir à une meilleure compréhension d'eux-mêmes et à une plus grande assurance.

Les faits suivants montrent combien cette combinaison d'éthique chrétienne et d'homosexualité — en théorie et en pratique — commence à avoir son effet, par l'intermédiaire de personnalités ecclésiastiques de renom : après que deux homosexuels eurent célébré leurs « noces », il y a quelques années à Zürich dans un centre de conférences fort connu, en présence de quelque 300 invités, des « couples » homosexuels ont récemment sollicité un pasteur en vue, tant à Bâle qu'à Berne, en demandant la célébration de leur union à l'Eglise. On raconte en outre qu'au Kirchentag de 1961 à Berlin, les délibérations sur la cure d'âme ont tendu dans cette direction « *new look* » : on a demandé d'autoriser le principe de « mariages » homosexuels et lesbiens (entre deux femmes).

II

CRITIQUE

En revanche, les premiers signes commencent à paraître d'une attitude de la théologie et de l'Eglise protestantes qui montrent qu'elles ne laisseront pas cette évolution s'opérer sans réagir.

Le professeur Walther EICHRODT, qui enseigne l'Ancien Testament à Bâle, a publié en 1963 dans « *Reformatio* » un article sur « *Homosexualität-Andersartigkeit oder Perversion ?* »³⁴.

Le *Schweizerische Evangelisch-Kirchliche Verein* a organisé le

³² Cité de *Ehekunde*, II, p. 152. Le Dr. BOVET prend ici la conclusion pour les prémisses. Divers procès se sont déroulés en Suisse, impliquant des homosexuels auxquels on avait confié la direction d'instituts d'éducation à cause de leurs capacités particulières et malgré leur homosexualité manifeste : en portant la main sur leurs élèves, ils confirment qu'il est absurde de courir de tels risques.

³³ *Mitteilungen der Sozialen Studienkommission* (cf. note 7), p. 36.

³⁴ « *Reformatio* », cahier 2/1963, p. 67-82 (*Homosexualité, différence de nature ou perversion ?*).

17 juin 1963 à Boldern, près de Zürich, un *Colloque sur l'homosexualité* et son appréciation par l'Eglise, auquel toute une série de spécialistes de diverses disciplines, médecins, psychiatres, juristes, sociologues et théologiens participaient, parmi lesquels le Dr. BOVET, venu défendre ses thèses.

Cette conférence a conduit à plusieurs résultats fort intéressants. Les hommes de science présents commencèrent par mettre sérieusement en doute la « preuve contraignante » des thèses sur la constitution héréditaire de l'homosexualité. Jusqu'ici on n'a jamais pu démontrer que le contraire, c'est qu'il n'y a pas de type homosexuel distinct.

- 1) *Les recherches endocrinologiques* (et sur le sang) désignent l'homosexuel de sexe masculin comme un mâle ; sa formule hormonale est masculine.
- 2) Même résultat dans *la recherche génétique*. Il est vrai que l'étude des gènes présente relativement souvent un type androgyne. Mais ce type n'est pas homosexuel quand il apparaît, il est hétérosexuel-infantile.
- 3) *L'étude de la constitution corporelle* au sens strict n'a pas donné de type homosexuel définitif ³⁵.

³⁵ 1. E. STEINACH a tenté en 1920 d'expliquer l'homosexualité masculine comme une perturbation fonctionnelle des testicules, comme une prédominance de l'œstrogène sur l'androgène. « En revanche, il est établi aujourd'hui que les méthodes endocrinologiques actuellement connues ne permettent pas de trouver une cause endocrine à l'homosexualité... » M. BLEULER, *Endocrinologische Psychiatrie*, Stuttgart, 1954, p. 378, sous le titre : « *Endocrinologie des développements psychopathiques et neurotiques de la personnalité* ».

2. T. LANG a soutenu depuis 1936 la théorie que l'homosexualité masculine pouvait dépendre d'un sexe chromosomique féminin. Mais des analyses cliniques montrent que « le caractère sexuel des chromosomes apparaît dans tous les cas (homosexualité masculine et féminine) correspondre à la sexualité corporelle ; il ne correspond donc jamais à la sexualité psychique ». M. BLEULER et H. R. WIEDEMANN, *Chromosomengeschlecht und Psychosexualität*, Archiv für Psychiatrie... 159 (1956-57), p. 14-19, citation de la p. 15. De même, p. 17, sur le type androgyne. Même conclusion chez C. M. B. PARE, *Homosexuality and Chromosomal Sex*, Journ. Psychosom. Research, 1 (1956), 247-251, et M. PRITCHARD, *Homosexuality and Genetic Sex*, Journ. ment. Sci., 108 (1962), 616-623, comme chez les auteurs mentionnés par M. ZEEGERS (*Der homosexuelle Nächste*, Hambourg, 1963, p. 125).

3. On laissera en suspens la question des résultats d'ailleurs peu probants par lesquels W. S. SCHLEGEL veut prouver définitivement que l'homosexualité est héréditaire. On ne tablera pas sans prudence sur son exposé dans « *Der homosexuelle Nächste* » qui ne donne aucune indication sur le groupe de personnes étudiées. D'autant moins qu'à sa théorie d'une corrélation entre les dimensions de l'orifice pelvien et le caractère s'ajoute une conception extrême de la détermination du comportement humain par les instincts sexuels. En outre, le lecteur est rendu sceptique par l'enthousiasme manifeste pour les résultats de l'enquête KINSEY et par la conclusion massive que l'Etat a un devoir envers « près de 50 % de citoyens mâles » (p. 205), et une série de thèses variées commençant par l'idée de BLÜHER que les associations onaniques et sociétés masculines avaient une importance décisive pour la civilisation et la société, tandis que la femme appartient au foyer, et qu'un grand nombre de jeunes hommes ont « besoin » d'une relation homosexuelle avec un aîné pour mûrir moralement ; il va jusqu'à exiger qu'on mette fin à l'éducation de la pudeur et qu'on « adapte nos normes morales aux données de la biologie » (p. 185). Reste à souhaiter qu'on puisse discuter les recherches de SCHLEGEL sur la constitution indépendamment des guirlandes de fleurs exotiques de ses thèses « pédagogico-culturelles ».

- 4) Enfin, la « preuve contraignante » fournie par l'étude des jumeaux a été particulièrement mise en question (le D^r BOVER l'avait déjà relativisée en rapportant en même temps des résultats de signification opposée) : Là non plus on ne peut conclure avec certitude à une hérédité parce que les jumeaux issus d'un ovule, s'ils sont dans une grande mesure ensemble homosexuels, montrent aussi une très grande concordance de réactions aux influences du milieu dans la tendre enfance. C'est pourquoi, précisa un médecin universitaire, le concept d' « homosexualité constitutionnelle » est provisoirement vide de tout contenu ; il ne sera employé — sans aucun caractère spécifique — que si l'on ne peut découvrir aucune cause dans l'histoire sociale du sujet qui en est atteint.

Un spécialiste connu des questions sexuelles et psychothérapeute résuma les débats en adjurant les participants au colloque de veiller à ne pas accréditer le « mythe » d'une « homosexualité constitutionnelle » : « Contribuez à répandre l'opinion que l'homosexualité n'est pas constitutionnelle ! » ³⁶.

Les médecins présents déclarèrent, en accord avec les théologiens, qu'on devait voir dans l'homosexualité une déviation, une lacune d'humanité, et cela non seulement sous l'angle théologique, mais sous l'angle anthropologique. C'est pourquoi on devait aussi refuser de décrire comme « normaux » les homosexuels adaptés à la société, qui exercent une profession avec succès et ne consultent pas le médecin pour une névrose. Ils persistent à demeurer dans un cercle propre et prouvent, en ne pouvant assumer la démarche vers l'autre sexe, qu'ils souffrent d'une lacune dans leur comportement social. Au reste, les spécialistes en sciences naturelles se dressent contre la tendance qui se manifeste chez les représentants de la conception de l'homosexualité « naturelle », de considérer la prétendue disposition naturelle ou une fixation psychopathique immédiatement comme un déterminisme inévitable du comportement et de faire de la pratique homosexuelle une chose excusable.

Le *sociologue* présent a fait preuve de compréhension pour la tâche d'aide spirituelle de l'Eglise à l'égard des homosexuels pris individuellement, mais il a demandé qu'elle prenne officiellement position sans ambiguïté en face de l'homosexualité comme telle et a insisté fortement pour que l'Eglise — par amour pour de vastes milieux de

³⁶ Cf. à ce sujet : W. SCHÖLLGEN, *Homosexualität und Seelsorge*, dans *Anima* (Olten et Fribourg-en-Brigau), cahier 1/1963, p. 59-68, partic. p. 60 ss. « Der Streit zwischen Mythologie und Naturwissenschaft » : « Précisément parce que les homosexuels ont le plus grand intérêt à se forger une idéologie, nous ne nous étonnons pas de voir ces mythes revivre constamment » (p. 61). « Toute cette fantasmagorie de mythes ou d'idéologies intéressées, revêtues de mythologie, a été démolie par la biologie scientifique. Peu importe la manière dont chacun s'oriente dans son comportement sexuel, il reste homme ou femme... les racontars sur ce prétendu troisième sexe se sont révélés totalement insoutenables. » (p. 62).

jeunesse qui sont menacés — ne verse pas dans un compromis douteux.

L'opinion des *théologiens* est partagée. Un pasteur fréquente régulièrement un cercle d'homosexuels qu'il trouve des êtres normaux et aimables ; dans une prédication qu'ils lui avaient demandée, il leur a dit : Dieu vous accepte tels que vous êtes ; vous devez donc vous accepter vous-mêmes tels que vous êtes, — opinion que déplore vivement l'un des psychiatres présents en constatant le grand nombre d'homosexuels qui consultent le médecin, voire le conseiller spirituel pour chercher auprès d'eux une justification.

D'autres opinions théologiques soulignent contre le D^r BOVET que le jugement biblique — qui reste durablement valable contre l'homosexuel de fait — contient non un pharisaïsme, mais aussi bien la stabilité des critères éthiques que la possibilité d'un renouveau par la puissance du Saint-Esprit (les deux éléments réunis dans I Cor. 6 : 9-11). Pour tout chrétien, il ne saurait jamais être question d'une détermination permanente par notre disposition naturelle (« Nous ne sommes pas redevables à la chair pour vivre selon la chair », Rom. 8 : 12) ; il s'agit plutôt d'élaborer un jugement théologique qui dépasse celui des sciences naturelles, de la médecine et de la sociologie.

Ici, il convient de présenter *une critique des thèses du D^r BOVET* :

1. Sur la « disposition naturelle ».

Les vues exprimées par le D^r BOVET reposent sur le faux principe que l'homosexualité est une disposition naturelle héréditaire, ce qui est un argument qui conduit au reste à placer d'avance tout jugement théologique sur un terrain étranger, ce qui le réduit au silence. La Conférence de Boldern a montré à quel point ce principe était contestable.

Une autre erreur consiste à fixer un pourcentage de 4-8 % d'« homosexualité vraie », d'où l'on conclut : « En Allemagne de l'Ouest, deux à trois millions ! »³⁷. On oublie ici que le D^r BOVET concède ailleurs, pour un instant, l'intensité infiniment variable de la tendance homosexuelle qui est présente en chaque homme, dans une mesure plus ou moins grande. Où commence la « vraie » homosexualité ? L'irréalité de cette argumentation réside avant tout dans le fait qu'il est actuellement impossible de prouver qu'il s'agit d'un cas de « vraie » homosexualité ou d'un simple cas d'ambivalence : dès lors, la vision du D^r BOVET échappe à toute discussion scientifique précise, comme l'homosexuel individuel qui pratique l'homosexualité échappe au jugement sévère qui, selon le D^r BOVET, devait atteindre l'hétérosexuel pervers. Ce jugement n'entre donc jamais en vigueur.

³⁷ *Sinnerfülltes Anderssein*, p. 10 (préface du Dr. BOVET).

En ce qui concerne la différenciation de l'homosexualité, la distinction faite par le rapport de la Société médicale britannique semble provisoirement plus juste : on y distingue entre homosexualité « essentielle » et homosexualité « acquise », la première concernant les sujets qui, dès leur plus jeune âge, se sont sentis attirés par leur propre sexe. Mais c'est là un pourcentage extrêmement faible d'hommes : environ 4 % des homosexuels ³⁸. En face d'eux se tient le grand nombre de ceux qui se comportent aussi bien homosexuellement qu'hétérosexuellement et qui en sont venus à leurs pratiques perverses par la séduction. C'est l'augmentation rapide de ce type qui fait problème aujourd'hui dans la vie publique et qui concerne la responsabilité de l'Eglise ³⁹.

2. A propos du déterminisme.

Mais une conséquence inadmissible qu'on tire de l'hypothèse de la « disposition naturelle » provoque un bien plus grand mal : c'est que ceux qui sont atteints de ce travers ne doivent pas être tenus pour responsables de leur comportement sexuel et ne doivent pas être jugés au plan éthique ; cette conséquence est proclamée par bon nombre de pratiquants de l'homosexualité.

On laisse donc de nouveau tomber la distinction qu'on avait introduite entre disposition et pratique pour mettre en discussion la condamnation que la Bible prononce contre les actes homosexuels. Le rapport anglican pousse cette distinction avec beaucoup de clarté jusqu'à la condamnation des actes homosexuels ⁴⁰ ; mais pour le Dr BOVET, ce jugement est supprimé. Si en 1959 il avait encore publié une opinion qui comparait le problème devant lequel se trouve l'homosexuel au problème de continence devant lequel se trouve un prêtre célibataire, si, en 1962, il posait la question : de quel droit exigeons-nous de l'homosexuel la continence ? en juin 1963, il formulait son point de vue à la conférence mentionnée en déclarant que cette continence était même préjudiciable pour l'homosexuel ⁴¹. Les actes sexuels appartiennent plutôt à l'expression de l'amour personnel, et cela pour les « couples homophiles » aussi.

³⁸ Voir les chiffres cités par une clinique universitaire londonienne dans Richard HAUSER, *The Homosexual Society*, Londres, 1962, p. 78 : « On constate que les "homosexuels constitutionnels" ne forment que les 4 % de tous ceux qu'on appelle homosexuels ».

³⁹ Voir plus bas, note 53 a.

⁴⁰ « Les actes homosexuels sont pécheurs par essence. L'usage des organes sexuels n'est justifié que dans des relations personnelles hétérosexuelles et spécifiquement conjugales. » (op. cit., p. 75).

⁴¹ De nombreux médecins compétents ont combattu depuis longtemps cette vue populaire. Cf. une collection de jugements dans : Dr. med. HANS HOPPELER, *Vom Jüngling zum Mann*, p. 91 : « Des fables... » (Prof. Max v. GRUBER, Munich). « La théorie selon laquelle la continence est préjudiciable à la santé émane des bordels. » (Prof. Aug. FOREL).

3. Possibilité de guérison.

On a ainsi atteint un point de vue qui ne rappelle plus en rien, au plan des critères moraux, la condamnation biblique de l'homosexualité, et pour les théologiens il est embarrassant de voir le D^r BOVET affirmer comme « docteur » chrétien que la guérison des homosexuels est pour ainsi dire impossible ⁴² — ce qui est d'ailleurs une thèse vivement contestée par des psychiatres qualifiés ⁴³. A cet égard, la rapide exécution des « conversions » d'homosexuels — déclarant qu'ils n'étaient pas de « vrais » homosexuels ou qu'ils avaient appris à se maîtriser — n'est guère satisfaisante. Le naturalisme rigide de l'hypothèse de la « disposition naturelle » réapparaît ici avec sa prétention : on ne tient simplement pas compte d'une guérison aboutissant à la continence (il n'y aurait guérison que dans le cas où un homosexuel éprouverait à l'avenir « des excitations et des tentations hétérosexuelles » ⁴⁴ — ce qui est une notion de guérison qui, du point de vue chrétien, n'apporterait guère d'amélioration) ; d'autre part, on se refuserait à tenir compte d'une modification de la nature.

4. Traitement infligé au jugement biblique.

Dans l'Écriture, on trouve l'interdiction ou la condamnation catégorique des pratiques homosexuelles : Lévitique 18 : 22 et 20 : 13 ; Romains 1 : 22-28 ; I Corinthiens 6 : 9-11 ; I Timothée 1 : 10. La plupart des exposés protestants cités ont vu la nécessité de prendre leurs distances à l'égard du jugement unanime de la Bible. On trouvera exposé le témoignage biblique dans deux chapitres de la première monographie théologique sur le thème « *Homosexuality and the Western Christian Tradition* » par le rédacteur du rapport anglican, D. S. BAILEY ⁴⁵. Par rapport à la masse de matériaux tirés de l'histoire ecclésiastique qu'on y trouve, la part faite aux textes bibliques est extrêmement indigente. BAILEY admet que le préjugé dominant la chrétienté au sujet de l'homosexualité provient d'une mauvaise interprétation de l'histoire de Sodome, dans Genèse 18 : Dieu punira d'une terrible extermination ceux qui commettent de tels crimes. C'est là une interprétation fautive car il est impossible de prouver qu'il se soit agi de délits homosexuels : l'hébreu *yada'* ne désigne pas toujours une « connaissance » sexuelle ; peut-être les Sodomites voulaient-ils

⁴² Ehekunde, II, p. 150, cite des constatations psychothérapeutiques. En même temps la « disposition naturelle » est décrétée : « ... on le répète, le "vrai" homosexuel ne doit pas être "guéri", parce qu'il n'est pas "malade" ». THIELICKE aussi est sceptique au sujet d'une possibilité de guérison (au sens psychiatrique et théologique), dans l'article cité note 10.

⁴³ Cf. Th. BOVET, Ehekunde, II, p. 150, et M. ZEEGERS dans « *Der homosexuelle Nächste* », p. 165 s. Voir aussi note 54.

⁴⁴ Ehekunde, II, p. 150 s.

⁴⁵ Londres, 1955. Même conception dans son article *Homosexualität*, dans RGG³, III, col. 441-444.

réellement « faire la connaissance » des étrangers. Mais BAILEY ne va pas jusqu'à nous expliquer en quoi cela pouvait constituer une atteinte à l'hospitalité qui entraînait l'anéantissement total, ni en quoi Lot cherche à éviter la chose au point d'offrir ses filles à leurs violences.

À l'égard de la condamnation apodictique des pratiques homosexuelles dans Lévitique 18 : 22 ; 20 : 13, on a généralement vite fait d'expliquer qu'il n'est pas à proprement parler question d'une interdiction de pratiques homosexuelles comme telles, mais de l'interdiction de relations avec les cultes étrangers dont la prostitution sacrée des hommes était partie intégrante. Il ne s'agissait donc pas de pureté morale, mais de pureté confessionnelle. Toutefois, on argumente ici avec désinvolture en se servant de matériaux comparatifs de l'histoire des religions qui reposent d'emblée uniquement sur des conjectures. BAILEY estime à propos de ce texte : « Il n'y a guère de raisons d'admettre que des vices contre nature aient été d'usage parmi les Egyptiens et les Cananéens, il n'y en a aucune d'affirmer qu'ils aient eu une place dans leurs cultes ⁴⁶. »

Quant au jugement néotestamentaire, BAILEY le trouve « très clair » ⁴⁷. Dans sa monographie, dont THIELICKE estime qu'elle est une appréciation « réfléchie » des paroles bibliques, il traite en deux pages et demie les textes les plus décisifs du Nouveau Testament et cela, essentiellement, pour se demander si les descriptions grecques des homosexuels sont correctement rendues dans la traduction anglaise. Il ne présente aucune exégèse.

En ce qui concerne la violente condamnation des pratiques homosexuelles dans Romains 1 : 22-28, on a diverses opinions. Les uns disent : l'homosexualité n'y est pas traitée « en soi », mais seulement comme « illustration » de la corruption du monde antique. Ils laissent le lecteur en présence de la question : la partie d'un tout qui est expressément désignée n'encourt-elle pas la condamnation qui vise le tout ? D'autres prétendent que l'homosexualité est ici conçue comme une *conséquence* du péché, mais n'est pas désignée elle-même comme péché. Cette explication dépasse les limites de la naïveté. Paul juge sur ce point dans le cadre des conceptions de l'Ancien Testament : Dieu peut punir un péché par une totale soumission à ce péché ⁴⁸.

Quant au texte central, tant dans le sens de la condamnation que dans celui de la rédemption, de I Corinthiens 6 : 9-11 : « Ne vous y trompez pas, ni... les efféminés (homosexuels passifs), ni les infâmes (homosexuels actifs)... n'hériteront le royaume de Dieu », on se borne

⁴⁶ Réfutation de la thèse soutenue par le spécialiste en études morales WESTERMARK, dans : *Sexual Offenders...*, Report (cf. note 3), p. 69.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 70.

⁴⁸ Sur l'idée de rétribution adéquate des péchés, voir J. JEREMIAS, dans Romains 1 : 22-32, *Zeitschr. f. d. neutest. Wissenschaft*, 45/1954, p. 119-121, et G. VON RAD, *Théologie de l'Ancien Testament*, I, Genève, 1963, p. 232-33.

à en prendre note à contrecœur. Dans certains articles, on le passe sous silence, dans d'autres, il est seulement cité sans aucun commentaire ⁴⁹.

Le texte de Timothée (I Tim. 1 : 8-10) subit le même sort ; c'est un texte central pour l'*usus politicus legis*, dans lequel les aberrations homosexuelles sont insérées dans une série d'actes condamnables qui doivent être poursuivis par la loi.

En tout cas, le résultat de l'étude des déclarations néo-testamentaires aboutit à la constatation : Jésus ne condamne pas l'homosexualité et Paul n'envisage que les excès de la société antique, sans toucher au problème de l'homosexualité comme disposition naturelle, tel qu'il se pose à nous aujourd'hui. De sorte que le critère biblique étant ainsi déclaré hors de propos, ce sont les catégories sociologiques et psychologiques qui le remplaceront ⁵⁰ ou un principe général d' « amour » de telle façon qu'il est possible d'aborder l'homosexuel dans sa nature différente avec une « compréhension bien plus grande » et de lui épargner toute condamnation.

Dès lors, en ce qui concerne le monde de langue allemande, on ne tient plus compte de la distinction entre *tendance* et *pratique* homosexuelle, distinction qui donne aussitôt une signification aux jugements bibliques qui touchent les délits pratiques. On légitime cette démarche en faisant intervenir une compréhension de l'individu fondée sur la cure d'âme et la miséricorde.

On doit se demander toutefois s'il est juste de se débarrasser de la norme biblique au nom de la miséricorde, de la cure d'âme « par amour pour l'homme ». Quiconque étudie I Corinthiens 6 sans le préjugé qui est visiblement responsable des stupéfiantes acrobaties exégétiques qui ont été présentées dans la discussion, constatera sur ce point que tant la loi accusatrice que l'acte salutaire accompli par la croix du Christ et par le don du Saint-Esprit sont aux yeux du Nouveau Testament l'acte même de la miséricorde de Dieu envers l'homme, tandis que la position incriminée réduit aussi bien la loi que l'Evangile.

NOUVEAUX POINTS DE VUE

1. Le problème véritable.

La théorie de l'homosexualité constitutionnelle a été finalement soumise à une critique remarquable par les recherches du sociologue

⁴⁹ Il n'est pas mentionné par le Dr. BOVET, *Mitteilungen* (cf. note 7) et dans l'article de la « Reformierte Schweiz », il n'est que cité dans *Ehekunde*, II, sous « Bible et homophilie », p. 142. Même brièveté dans l'article mentionné par THIELICKE. RIDDERBOS (dans « *Der homosexuelle Nächste* ») ne s'arrête pas à I. Thim. 1 : 10.

⁵⁰ Ainsi, par exemple, lorsque le Dr. BOVET érige en critère régulateur la notion de « partenaires » (dans toute la *Ehekunde*, spécial, II, p. 139).

Richard HAUSER⁵¹. En se fondant sur les résultats de très nombreux entretiens de groupes de discussion, HAUSER a élaboré une doctrine des types homosexuels (p. 26-81), qui décrit pour la première fois les faits avec une grande objectivité d'analyse.

Il aboutit au résultat suivant : la grande majorité des homosexuels est ambivalente (p. 18) ; entre le *normal* et l'*anormal*, la ligne de démarcation est extrêmement ténue (p. 165). Le risque de franchissement de cette ligne est particulièrement grand dans la période de l'adolescence où le jeune homme passe par une phase d'ambivalence sexuelle. C'est alors que peut se produire une *fixation* du développement émotif et social dans un sens homosexuel. L'homosexualité est un « *stress problem* » (un problème de tension) ; ce sont les situations de manque ou de détresse d'ordre social qui sont responsables de la fixation qui empêchera l'individu d'atteindre son plein développement social ou émotif (p. 85). Le comportement homosexuel se manifeste à bien des égards comme un « mécanisme de fuite » (p. 142). C'est pourquoi l'homosexualité, comme l'alcoolisme, n'est pas une cause, mais une conséquence de tensions sociales (comme la débâcle familiale, par exemple, p. 156 s.). Mais il faut combattre l'opinion si répandue que cette fixation a un caractère définitif (p. 20). « Nous avons essayé de mettre fin aux agissements du spectre de l'homosexualité "constitutionnelle" et de démontrer que le mode de vie homosexuel a des causes sociales » (p. 9).

La signification la plus importante de cette étude réside dans le fait qu'elle dissipe le brouillard qu'accumulait sur la discussion la thèse de l'« homosexualité constitutionnelle ». Le problème réel réapparaît aux yeux. Il consiste non en un tout petit nombre de prédisposés différemment, mais en un nombre croissant de *bi-sexuels* qui ont glissé dans le comportement homosexuel. Ils constituent aujourd'hui une « infection sociale » agressive⁵² qui menace surtout la jeunesse⁵³. Face à ce danger imminent, chacun devrait veiller à ne pas laisser les intéressés déguiser les faits^{53a}.

⁵¹ « *The Homosexual Society* », Londres, The Bodley Head, 1962, p. 167. Etude entreprise sous les auspices du Département des recherches du Ministère britannique de l'Intérieur.

⁵² HAUSER, *op. cit.*, p. 144.

⁵³ Contre l'appréciation du Dr BOVER, qui écrit en tout 2/3 de page sur les pédérastes et les considère comme une « forme spéciale » (*Ehekunde*, II, p. 149), il faut établir le fait élémentaire que c'est l'immense majorité des homosexuels qui s'intéresse au jeune garçon. Il est vrai que les homosexuels se défendent d'être confondus avec les pédérastes (BOVER, *Ehekunde*, II, p. 149, HAUSER, *op. cit.*, p. 67 107). Mais ils entendent classer comme « pédéraste celui qui s'en prend à de tout jeunes garçons ou l'assassin lubrique » (HAUSER, p. 67). Le commerce des adolescents entre 14 et 21 ans passe, comme le montre HAUSER, par de nombreux exemples, pour parfaitement correct, voire pour particulièrement désirable. THÜRER (cf. remarque suivante) en pense autant. C'est aussi ce que montre malheureusement la statistique : dans les cas connus de la police, la pratique homosexuelle comportait comme partenaires actifs des hommes entre 25 et 64 ans, comme partenaires passifs des personnes entre 6 et 43 ans. Dans les cas d'attentats publics, le rapport était plus net encore : l'âge des agresseurs était entre 25

2. La réalisation de l'homosexualité fixée.

Pour ce qui concerne les motifs de l'apparition de la tendance homosexuelle, on fera bien de s'en tenir à ce qui peut être démontré : les causes qui résident dans un faux comportement des hommes, soit

et 45, celui des victimes entre 6 et 26 ans (*Homosexuality*, cf. note 1, p. 20 s.). KRÄMER-BADONI et DÜSTERBEHN ont donc les faits de leur côté quand ils affirment que l'homosexuel s'attaque toujours en fin de compte aux jeunes. Cette tendance est donc d'autant plus maligne que l'activité de « prosélytisme homosexuel » (HAUSER, p. 144) s'exerce de préférence sur les jeunes menacés particulièrement à cause de l'ambivalence de leurs dispositions sexuelles dans la période de l'adolescence. C'est pourquoi la séduction a si souvent des effets durables.

Deux procès criminels bâlois (*National-Zeitung* du 30 sept. et 9/10 nov. 1963) montrent bien combien le chemin décrit par HAUSER et qui conduit les jeunes débauchés au monde du crime correspond aux faits : après que les jeunes ont vécu pendant un certain temps comme « maîtresses » entretenues et s'y sont accoutumés, ils ne peuvent plus s'adapter à un travail rémunéré et cherchent à prolonger la grande vie par le chantage, le vol et la filouterie. Sur les relations entre homosexualité et crime, voir H. v. HENTING, *Die Kriminalität des homosexuellen Männens*, Beitr. z. Sexualforschung, cahier 20, Stuttgart, 1960.

53^a La thèse de l'homosexualité comme « disposition » naturelle met par conséquent en question toute observation d'une *aggravation* de l'homosexualité. La thèse obscurcit donc les faits non seulement au plan de la qualité, mais aussi à celui de la quantité de l'homosexualité.

L'accroissement de l'homosexualité se remarque non seulement en Angleterre (note 1), mais aussi en Suisse. Un pasteur bâlois rapporte que, dans sa classe du soir d'instruction religieuse, six des quinze élèves ont été molestés sur le chemin de la maison par des hommes. A Zürich, on signale un fort accroissement d'activités homosexuelles. Elles ont fait le sujet de débats au sein du Conseil cantonal zurichois, le 1^{er} juillet 1963. (« *Doit-on se taire davantage ?* », « *National-Zeitung* », 2, VII, 1963). Rud. MEIER, conseiller d'Etat, directeur du Département des finances, a confirmé que ces dernières années une recrudescence de l'homosexualité était constatée. Des jeunes gens sont entraînés dans certains locaux par des homosexuels et ne parviennent plus à se débarrasser de ces pratiques. Un médecin communique que les affections syphilitiques croissent considérablement dans les milieux homosexuels : sur sept cas nouveaux observés en mai 1953, cinq concernaient des hommes homosexuels. Le service sanitaire urbain de Chicago rapporte des données analogues (78 % des cas nouveaux chez des homosexuels). Lors d'une razzia opérée en milieu homosexuel au centre de la ville de Zürich le 7 décembre 1963 par la police, les services médicaux de la ville ont constaté que 20 % des personnes visitées étaient atteintes de maladies vénériennes. Même son de cloche en Angleterre, qui constate un accroissement de maladies vénériennes chez les homosexuels et adolescents. Devant ces faits, on songe en Suisse, où le droit pénal ne poursuit pas actuellement les relations homosexuelles entre adultes, à réviser le § 164 du code pénal fédéral dans le sens d'une punition des pratiques homosexuelles. Une motion dans ce sens a été déposée au Conseil national en décembre 1962 et acceptée par le gouvernement comme postulat du parlement (*Motion* Ph. SCHMID du 13-12-1961). L'agitation générale provoquée par ce fait a donné lieu à une série d'articles du juge P. THÜRNER de Zürich dans le « *Landboten* » de Winterthur (12, 14, 15, 16 jan. 1963). THÜRNER cite entre autres le chef de la police des mœurs de Zürich, M. WIRSCH, dans la *Schw. Zschr. f. Kriminalistik*, 1962, p. 172 : « Le milieu homosexuel fait courir à notre jeunesse un bien plus grand danger que celui de la prostitution. » « Il régit dans toute la population un malaise et elle ressent la latitude laissée aux homosexuels comme une attitude irresponsable. » THÜRNER désire surtout mettre un terme à l'activité des homosexuels dans les locaux et en général à la publicité avec laquelle ils peuvent s'établir depuis l'abrogation de la loi en 1942. Il soutient l'opinion que des actes analogues au coït doivent tomber sous le coup de la loi (même attitude dans le projet gouvernemental de réforme pénale de la République fédérale allemande). Il ne saurait donc guère être question de « bonnes expériences faites dans le droit pénal suisse », argument que brandissent les partisans de l'abrogation du § 175 du code pénal allemand.

par contamination directe ou par adoption de pratiques dans l'homosexualité acquise, soit par le comportement d'une génération précédente dans les cas d'inversion, pour autant que le sujet est capable de s'en souvenir. Dans les deux cas, il est vrai de dire : « Les homosexuels se font, ils ne naissent pas tels. »

Une nomenclature éloquente de causes pour les cas mentionnés en dernier se trouve dans le rapport du Conseil d'assistance morale de l'Eglise d'Angleterre ⁵⁴. On y lit : « Aussitôt que cette (disposition présente comme facteur en chaque homme) devient manifeste, nous trouvons souvent une histoire de relations entre parents en rupture ou en mauvais termes... Le garçon normalement développé forme sa personnalité par dévaluation de la relation avec le père et s'attache trop à la mère, par exemple en cas d'absence prolongée du père (mobilisation de guerre, par exemple), de cruauté par alcoolisme du père à l'égard de la mère, si bien que le jeune garçon, par sentiment de justice, s'identifie avec la mère ^{54a}. »

« La faute peut aussi venir de la mère, lorsqu'elle... s'attache son fils, prend exagérément soin de lui, le domine d'un amour possessif. En concentrant tous ses sentiments sur un fils unique, la mère empêche qu'il développe le côté émotif de son caractère ⁵⁵. » On cite enfin le cas du divorce où les parents ont égal accès à leur enfant et où la mère, pour satisfaire ses besoins émotifs, cherche à éloigner l'enfant du père et à gagner exclusivement son affection.

Le rapport anglican conclut son exposé par les mots : « Toutes

⁵⁴ On pourrait y ajouter une liste semblable dans le rapport de la Société médicale britannique. Cf. en outre D. J. WEST, *Homosexuality*, Londres, 1955, et, du neurologue hollandais J. L. ARNDT, « Een bijdrag tot het inzicht in de homoseksualiteit » (*Contribution à un aperçu de l'h.*), Haarlem, Erven F. Bohle.

Cette hypothèse de la genèse de l'homosexualité a récemment reçu un large appui grâce aux recherches dont fait état un long article (R. C. DORV, « *Growth of Overt Homosexuality in City Provokes Wide Concern* ») dans le *New York Times* du 17 déc. 1963. Le Dr. Irving BIBER, professeur de psychiatrie au New York Medical College, a publié, en collaboration avec neuf confrères, une étude volumineuse, « *Homosexuality, A Psychoanalytic Study of Male Homosexuals* » (Basic Books, New York, 1962, 368 p.). Comparant l'histoire des familles de 106 homosexuels et de 100 hétérosexuels, ils ont trouvé presque dans chaque cas d'homosexualité un « lien étroit avec la mère » et (ou) un père hostile, absent ou non respecté. Partant de là, cette étude rend compte d'une série de corrections ou de guérisons psychiatriques : 27 % des homosexuels traités ont manifesté une tendance hétérosexuelle. BIBER conclut : « Nous sommes fermement convaincus que les psychanalystes peuvent fort bien, lorsqu'ils traitent des patients homosexuels, les orienter vers l'hétérosexualité plutôt que de les pousser à « accepter » leur détermination homosexuelle. »

L'article mentionné qui remplit près d'une page du *N.Y. Times* donne un bon nombre d'informations sur la vie, l'organisation et la propagande des homosexuels à New York.

^{54a} Dans le rapport de la Société médicale britannique, le Dr. CLAXTON note une histoire typique : Le patient est né peu avant la première guerre mondiale ; à 18 mois, il voit partir son père à la guerre et son absence dure cinq ans. Pendant ce temps, l'enfant dort avec sa mère. A 8 ans, il va pour la première fois à l'école dans un internat, où il fait des réactions élémentaires allant jusqu'aux vomissements pendant tout le jour.

⁵⁵ *Sexual Offenders...*, p. 106.

ces fixations libèrent l'homosexuel d'une responsabilité à l'égard de ses dispositions, mais ne peuvent le délier de sa responsabilité à l'égard d'actes homosexuels immoraux. Il est indispensable de faire cette distinction.⁵⁶ » Il semble qu'il y a beaucoup à prendre dans cette distinction entre la tendance et la pratique.

3. La question de l'éthique.

Les remarques collectionnées par HAUSER montrent nettement que le grand nombre des homosexuels qui pratiquent font preuve, non seulement d'un comportement, mais d'une mentalité qui ne saurait échapper au jugement de la morale biblique. Dans d'innombrables conversations avec des homosexuels, HAUSER a pu les entendre dire que leur vie est toute préoccupée de parties, de recherches du plaisir, d'amusements, d'excitations ; ils ne détestent rien tant que la vie ennuyeuse, la routine quotidienne du pitoyable père de famille qui s'épuise en soucis matériels pour les siens. Fort souvent, ils déclarent carrément : « Je ne voudrais pas me lier » (p. 86), « Je n'ai aucune envie de me soucier des autres, je veux vivre moi-même ! » Le rôle de l'homme extraverti par sollicitude pour une famille, est repoussé (p. 92). Les déclarations montrent tout au long qu'ils n'ont d'intérêt que pour eux-mêmes et sont fascinés par le sexe (p. 55, 72, 79, 89). En outre, il y a cette amoralité particulière qui n'a pas échappé aux biographes du diplomate transfuge BURGESS⁵⁷. On la retrouve dans les thèses du D^r BOVER suscitées par des jugements que des homosexuels ont prononcés sur eux-mêmes ; cette amoralité crée un étrange climat au-delà du bien et du mal.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 106. Si l'on tient compte de cette distinction, la répression pénale de l'activité homosexuelle apparaît de nouveau sous son vrai jour. L'argument prétendant que nul ne doit être puni pour ses tendances naturelles (D^r BOVER, *op. cit.*, p. 146), se vide de son contenu ; la loi ne condamne personne pour ses dispositions. Dans ce sens, cf. le point de vue du droit pénal : JOS. MILLER, SJ, *Zur Diskussion über die Straffreiheit der Homosexualität*, dans *Der grosse Entschluss*, Vienne, Jg. 14 (1958), p. 102-108, et récemment R. ERFURTH, *Homosexualität und Strafgesetz*, *Deutsches Pfarrerblatt*, oct. 1963, p. 488-490.

⁵⁷ A. PUDRY and D. SUTHERLAND, *Burgess and MacLean*, Londres, Secker & Warburg, 1963, p. 52. Le livre montre bien combien l'homosexualité de BURGESS a eu d'importance dans ce cas de trahison, contre l'apologie de TOM DRIBERG. BURGESS a été averti par un autre homosexuel qui travaillait dans les services secrets britanniques, assez tôt pour se soustraire avec MACLEAN à l'arrestation imminente en fuyant au-delà du rideau de fer. Le D^r BOVER veut persuader le lecteur que les homosexuels n'ont pas une affinité spéciale pour les scandales d'espionnage (*Ehekunde*, II, 147). Nous courrions le danger de tomber dans une « chasse aux sorcières modernes ». Le fait est que parmi les cas de trahison les plus récents, la plupart sont dus à des homosexuels : BURGESS, MACLEAN, VASSALL, PHILBY ; le Suédois WENNERSTRÖM avait aussi des relations homosexuelles (*Spiegel*, 17 juillet 1963, p. 55). « Comme le note le rapport de la Société médicale britannique sur l'homosexualité, les homosexuels ont tendance à s'épauler les uns les autres dans leurs carrières professionnelles, à s'organiser et à se couvrir mutuellement. C'est ce qui est arrivé aux Etats-Unis lorsque le gouvernement s'est vu contraint au cours de trois années de congédier 325 homosexuels des services du Département d'Etat (*N.Y. Times*, 3-7-1953). Sir Arnold LUNN et Garth LEAN, *The New Morality*, Londres, 1964, p. 111. « Le public » ne souffre donc pas que d'illusions.

Il est impossible que cette dépendance du sexe dont HAUSER rend compte et ce refus de toute charge qui dépasse l'intérêt personnel ou le cercle restreint ne tombent sous le coup d'un jugement moral ! Car, selon le critère biblique, ce ne sont pas seulement les crimes grossiers qui encourent ce jugement.

Karl BARTH, abordant la question, a fait remarquer que la faute commence déjà par la manifestation la plus petite, la plus « platonique » de cette tendance. En accord avec Romains 1, il estime avec raison qu'il faut « mettre en garde de prime abord contre la tentation d'emprunter la voie ... (qui) à ses débuts, comme chacun le sait ... peut avoir sa beauté, sa spiritualité et même sa sainteté particulières »⁵⁸. Le premier pas qu'on fait sur cette voie a lieu lorsque l'homme divinise un autre homme ou au contraire s'installe dans la vie d'un autre homme à la place de Dieu. Les « délits contre nature » ne sont rien que la dernière conséquence de cette substitution et « il serait absurde de ne voir l'être humain confronté avec le commandement de Dieu... qu'au moment où cette dernière conséquence éclate ». La tendance tout entière affronte donc dès le début la question morale et le jugement biblique précis sur le comportement homosexuel. Cela est d'autant plus vrai qu'en chaque homme la possibilité d'une réalisation plus ou moins ample de l'homosexualité existe.

4. Guérison.

Pour les théologiens, BAILEY et THIELICKE, et pour le conseiller conjugal ecclésiastique BOVET, la possibilité d'une guérison ne rencontre qu'un vaste scepticisme. C'est là que se constate l'influence de la thèse sur le caractère « naturel » de l'homosexualité, qui rend en effet l'idée d'un traitement absurde. Mais, en revanche, toute une série de psychiatres et le sociologue HAUSER croient que le comportement homosexuel, conséquence d'une situation sociale tarée, peut être supprimé : « Il faut avoir vu la joie et le soulagement qu'éprouvent ceux qui remarquent qu'ils n'auront pas à rester toujours dans cet état⁵⁹. »

Le chrétien doit savoir dans une bien plus grande mesure parler d'espérance à l'égard de cette fixation désespérante, lorsqu'il lit sous la plume de Paul que des hommes qui ont été une fois de cette espèce font partie de la communauté de Corinthe. Or, leurs pratiques impies appartiennent désormais irrévocablement au passé, car, — triple contraste — « vous avez été lavés, vous avez été sanctifiés, vous avez été justifiés par le nom du Seigneur Jésus-Christ et par l'Esprit de notre Dieu » (I Cor. 6 : 11).

⁵⁸ *Dogmatique*, vol. III, 4, p. 171 s.

⁵⁹ HAUSER, *op. cit.*, p. 20 s. Cf. aussi M. ZEEGERS : *Der homosexuelle Nächste*, p. 162, cité par Ed. SPRANGER : « Qui est d'emblée convaincu de subir une inversion innée se conduira selon cette idée et acquerra des habitudes qui ne sont peut-être pas disposition innée, mais accoutumance. Il n'y a donc pas de plus sûr moyen de former des invertis que de soutenir la théorie de l'inversion innée. »

Aussi, à la fin de toute cette discussion, c'est avec gratitude qu'on prend connaissance de la conviction qu'expriment une série de *médecins* que, par une rencontre avec la puissance rédemptrice de Jésus-Christ, un changement radical de la situation est possible. Ils étayaient leur conviction d'un grand nombre de récits individuels. Le rapport de l'Eglise anglicane estimait déjà qu'en présence de l'homosexuel qui pratique ce vice en cultivant le sentiment qu'il est en ordre avec Dieu, il ne fallait rien de moins qu'une conversion⁶⁰ ; de même, le rapport de la Société médicale britannique communique, dans un paragraphe sur la « *Conversion et l'homosexuel* », des changements survenus dans des cas d'homosexualité acquise sur le tard comme dans des cas où cette tendance homosexuelle avait duré toute la vie⁶¹.

Dans ces comptes rendus de guérison, deux éléments significatifs reparaissent constamment :

1) *La disponibilité de l'homme*, qui se met au service d'une cause plus élevée. La réalisation de la seigneurie du Christ prend dans la vie de l'individu une signification nouvelle en lui donnant un but qui la domine à la place de cette absence de but et de cette introversion qui décomposent l'âme. On voit se produire ce que le prieur des Petits frères de Jésus décrit dans les lettres à son Ordre : la chasteté devient possible comme manifestation d'un « abandon total à Jésus de Nazareth »⁶².

2) *La nécessité d'une communauté chrétienne*. A tout moment, le renouveau commence dans la vie des homosexuels grâce à un groupe chrétien « qui crée pour lui et autour de lui un nouveau climat moral »⁶³ en plaçant devant lui le but dont on vient de parler. Naturellement, un groupe pour qui la mission de manifester la seigneurie de Dieu est devenue le contenu précis, peut communiquer à l'homosexuel ce même objectif.

Toute guérison au sens chrétien commence par la question : « Veux-tu être sauvé ? » Cette question prend ici une valeur décisive⁶⁴.

⁶⁰ *Sexual Offenders...*, p. 98 s.

⁶¹ *Homosexuality and Prostitution* (cf. note 1), p. 83-93.

⁶² René VOILLAUME, *Mitten in der Welt*. Charles DE FOUCAULD und seine kleinen Brüder, Herder-Bücherei, vol. 65, Fribourg-en-B., 1960, p. 137 ss., *passim*. Le psychiatre H. GIESE fait aussi dépendre les chances de sublimation de la présence d'un « en faveur de », cf. *Zschr. « medico-boehringer »*, éd. européenne, cahier 5/1961, p. 139.

⁶³ *Ibid.*, p. 85, 92.

⁶⁴ C'est là qu'on rencontre le problème primordial. Les psychiatres sont unanimes à constater le refus de toute disposition à changer : « L'homosexuel considère trop souvent l'homosexualité comme la seule compensation intéressante à une vie par ailleurs ennuyeuse. Pourquoi voudrait-il en changer ? » (HAUSER, *op. cit.*, p. 147). Même constatation chez ZEEGERS, *op. cit.*, p. 165 s. et dans l'enquête relatée par l'art. de DORV (cf. note 54) : parmi les homosexuels, 83 % ne voudraient pas voir un fils devenir comme eux, mais 97 % ne veulent pas changer, même lorsqu'un changement serait relativement facile à obtenir.

Dès lors, le chemin du renouveau sera jalonné de démarches concrètes : révision du passé et constatation du comportement pécheur, confession, acceptation du pardon, commencement du combat contre l'impulsion et vie constante en Christ sous la conduite de l'Esprit saint, dans le cadre du plan de salut de Dieu pour le monde ⁶⁵. Ce que Paul décrit dans I Corinthiens 6 : 11 est une expérience qu'on trouve au terme de toute instruction morale comme on la trouve au commencement. En dehors d'une nouvelle création en Christ, il n'est pas possible de donner une instruction chrétienne.

5. *Considérations finales.*

Ce qu'il faut dire pour finir, c'est que la communauté chrétienne doit se défendre de devenir le cheval de Troie d'une décomposition de ses critères moraux et d'une relativisation dans laquelle l'Ancien et le Nouveau Testament n'offrent plus aucune application. Les jugements bibliques tombent précisément à propos parce qu'ils touchent le comportement homosexuel, la pratique. C'est elle, en effet, qui fait aujourd'hui problème. On ne voit pas comment la règle de la souveraineté de Dieu ne serait pas valable et salutaire pour la question de l'homosexualité comme elle l'est pour tous les autres cas d'insuffisance et d'égarement humain. Dans I Corinthiens 6, Paul a dit des choses typiques et définitives en décrivant aussi bien la *norme* que la *force* de la vie nouvelle. Ce que cela signifie pour la communauté chrétienne, le rapport final de la Commission d'études sociales de la Société pastorale suisse du 2 septembre 1963 l'exprime : « La communauté d'une part et les chrétiens de l'autre ont à témoigner devant les homosexuels, leurs frères, devant ceux qui souffrent profondément de leur constitution et devant ceux qui tentent de l'interpréter comme une supériorité, que la miséricorde de Dieu n'est ni moins nécessaire ni moins efficace pour eux que pour tous les autres hommes pécheurs et faibles. »

L'analyse de ces débats montre finalement au théologien la nécessité de concevoir l'éthique chrétienne comme une *éthique particulière*, nonobstant sa prétention indiscutable sur tous les hommes. Dans ses principes particuliers, la rédemption de l'humanité qui a eu lieu en Christ, l'attente de sa seigneurie visible et totale et la mission de préparer les chemins de cette seigneurie, elle doit discerner les critères qui la conditionnent. Sitôt qu'on est conscient de ces principes, il ne peut plus s'agir d'accommodements au sein de l'ordre de création pour l'éthique chrétienne, d'une sorte de reconnaissance de l'*eros* comme valeur indépendante, comme on le soutient volontiers aujour-

⁶⁵ *Sexual Offenders...*, p. 96 ss. ; *Homosexuality and Prostitution* (cf. note 1), p. 91. De même l'art. cité de R. ERFURTH, en note 56, qui est seul à introduire dans la discussion la question théologique proprement dite de la justification du pécheur en même temps qu'une utilisation éclairante de la doctrine de la Loi et de l'Evangile.

d'hui. Mais c'est la *seigneurie du Christ* qui est pleinement le critère décisif de l'éthique chrétienne et, sur ce point, la tâche de l'éthique sexuelle *tout entière* consiste en une soumission des tendances naturelles.

Par conséquent, en face de la campagne de réhabilitation de l'homosexualité dans l'éthique chrétienne, il s'agira de donner la même réponse qu'on opposera à ces autres tentatives semblables qu'on observe aujourd'hui et qui se présentent avec le même genre d'arguments en cherchant à « moderniser » l'éthique sexuelle chrétienne. Ainsi, une bonne part de l'argumentation présentée et critiquée dans ces pages et la tentative faite au plan de l'homosexualité de parvenir à une modification fondamentale du jugement chrétien ne sont finalement rien de plus qu'un épisode particulier de la vaste offensive qui se constitue en vue de transformer *la théologie en anthropologie*. On le voit dans ce second élément du débat, où la neutralisation du témoignage biblique, le dédain à l'égard de l'apôtre Paul, voire l'élimination de l'article central de la justification du pécheur sont attestés. Il n'y est plus question d'accusation et de justification, de mort et de résurrection avec Christ ; on enlève au second et au troisième article de la foi leur signification fondamentale. Sauf erreur, une période de repos et de modération relatifs a pris fin pour la théologie et pour l'Eglise.

En tout cas, les indices se multiplient d'une tentative de réduire de nouveau, non seulement la dogmatique, mais aussi l'éthique théologique à l'anthropologie. Et, une fois de plus, une génération va se trouver devant la nécessité de choisir qui elle veut servir.

Prochain numéro spécial

THEOLOGIE REFORMEE DE LA CONFIRMATION

par Pierre MARCEL

LE CHRÉTIEN ET LA DÉMOCRATIE MODERNE

J. D. DINGERINK, Docteur en Droit

Parler du problème de la démocratie — *a fortiori* traiter du thème : *Le chrétien et la démocratie moderne* — n'est pas une chose facile ! Cela tient au fait que la notion de démocratie a acquis au cours de l'histoire une signification toujours plus large, et est même devenue idéologique de nature. De ce fait, elle a beaucoup perdu en précision.

A ce sujet, des considérations dignes d'être retenues ont été exprimées par le célèbre juriste allemand Hans Kelsen dans *Vom Wesen und Wert der Demokratie*¹. Les révolutions bourgeoises de 1789 et 1848, selon lui, avaient fait de l'idéal démocratique presque une évidence dans la pensée politique ; même celui qui voulait s'opposer à la réalisation de cet idéal ne pensait généralement pouvoir le faire qu'avec une inclination courtoise pour le principe fondamental reconnu, et sous la prudente couverture d'une terminologie démocratique. Il ne pouvait être question d'un franc-parler en faveur de l'autocratie, disait Kelsen en 1920, pendant les dernières décennies, ni pour un homme d'état, ni pour un écrivain. *Démocratie !* c'est le slogan qui domine presque tous les esprits aux XIX^e et XX^e siècles, et c'est précisément pour cela que l'idée en perdit sa signification profonde. Parce qu'on pense pouvoir l'employer sous la contrainte de la mode politique, dans tous les buts et à toutes les occasions possibles, cette formule est la plus usée de tous les concepts politiques et renferme parfois des sens contradictoires, pour autant que la superficialité traditionnelle dans le vocabulaire politique de tous les jours ne l'ait pas dégradée en un vocable vide de sens.

Ce que Kelsen écrivit il y a 40 ans, est encore et, à notre avis, dans une importante mesure valable aujourd'hui, du moins pour cette partie du monde qu'on a l'habitude de désigner comme l'Occident libre et démocratique, où l'idée de démocratie se trouve dans le cœur de tous les individus et partis bien-pensants. Quand une personne ou une institution est désignée comme *non-démocratique*, cette qualification équivaut en général à une disqualification. Pourtant, lorsqu'on

¹ De la nature et de la valeur de la démocratie.

approfondit la notion de démocratie, il apparaît rapidement qu'il existe plusieurs opinions, sur la manière de la comprendre. Cela se complique encore davantage, si nous constatons comment les Etats communistes, eux aussi — dans le centre et l'est de l'Europe, là où, d'après les conceptions occidentales, aucune apparence de démocratie n'existe — se présentent expressément comme des démocraties populaires, de même que SOEKARNO appelle démocratie, l'Etat indonésien qu'il gouverne d'une manière franchement dictatoriale, bien qu'il préfère parler de « démocratie dirigée ».

La confusion que nous constatons ici est, à notre sens, aussi due au fait qu'à la notion de démocratie sont généralement liées les idées de liberté et d'égalité, l'accent étant mis tantôt sur la liberté, tantôt sur l'égalité, tandis que chacune de ces idées permet à nouveau toutes sortes d'interprétations.

Nous ne pouvons cependant nous laisser déconcerter par cette confusion, et devons essayer de frayer, en tant que chrétiens réformés, notre chemin à travers la jungle des idées et des conceptions, dans l'espoir d'y apporter une contribution constructive pour la pensée politique de notre siècle. Nous consacrerons donc notre attention successivement sur les points suivants :

- 1) *Origine de la démocratie moderne.*
- 2) *Extension de la démocratie en un principe universel.*
- 3) *Rapports de l'autorité et du peuple. Le problème de l'autorité et de la liberté.*
- 4) *Distinction entre les libertés politiques ou étatiques et les libertés non-étatiques civiles. Rapports de la démocratie et de l'« Etat de droit » allemand (Rechtsstaat).*
- 5) *Essai d'une conception réformée de la démocratie moderne.*
- 6) *La démocratie nous amène-t-elle nécessairement au relativisme spirituel ? Le problème de la liberté religieuse et de la tolérance politique.*
- 7) *Nature et fonction du parti politique.*
- 8) *Vocation des chrétiens dans la démocratie moderne.*

I. — ORIGINE DE LA DÉMOCRATIE MODERNE.

Portons d'abord notre attention sur l'origine de la démocratie moderne telle que nous la connaissons, en particulier dans un grand nombre de pays occidentaux mais aussi dans d'autres pays du monde.

Il n'entre pas dans mes intentions de donner ici une étude d'histoire politique ou d'histoire du droit, mais de rechercher quelles forces spirituelles ont conduit à l'éclosion des démocraties modernes. Je suis personnellement convaincu que ce sont d'une part la Réforme, et d'autre part l'Humanisme, tel qu'il s'est tout d'abord manifesté dans l'homme de la Renaissance.

Il n'est pas étonnant que la Réforme ait fortement favorisé le développement de la pensée démocratique. En effet, — en opposition avec la pensée hiérarchique qui dominait au Moyen Age — elle mettait fortement l'accent sur l'office général des croyants, sur la responsabilité du simple laïc. Par essence, cela devait avoir aussi sa répercussion sur la conception des rapports du gouvernement et des sujets dans le cadre d'un Etat unitaire moderne.

Dans le cadre de la culture ouest-européenne, la réforme a néanmoins toujours dû céder la place à l'humanisme, même jusque dans l'Eglise. Ce processus a déjà commencé dans la seconde moitié du xvii^e siècle et s'est continué avec force au xviii^e siècle. La démocratie moderne, telle que nous la connaissons dans différents pays occidentaux avec son système de deux chambres, nous apparaît surtout en rapport avec l'humanisme rationaliste des xvii^e et xviii^e siècles ; et c'est sur ce point que nous porterons d'abord notre réflexion.

Dans l'humanisme, nous voyons continuellement en action deux mobiles contraires : d'une part, l'*idéal de la personnalité* autonome qui n'est lié qu'à l'ordre qu'il s'est imposé lui-même ; d'autre part, l'aspiration de dominer le monde et la vie humaine au moyen de la science (*idéal de la science*), jusque dans ses derniers retranchements, aspiration qui devait par conséquent anéantir toute forme d'autodétermination. Dans l'humanisme, l'idéal de la personnalité et celui de la science sont deux pôles irréconciliables.

C'est surtout la pensée de l'*autodétermination* qui a fortement inspiré la démocratie moderne et sa philosophie. Cependant, nous avons affaire à deux courants très différents : l'un plus libéral et individualiste, l'autre acceptant un absolutisme de l'Etat.

Le célèbre penseur anglais John LOCKE est un représentant surtout de la première tendance. Il prit comme point de départ les hommes en tant qu'individus isolés, et non les relations sociales qui existent entre ces individus. Il admettait bien l'existence d'une société politique, mais celle-ci avait pour lui un but très limité, à savoir la garantie des droits naturels, subjectifs, innés et inaliénables de l'homme. Selon lui, le contenu du soi-disant contrat politique se limitait à cela. Cette même idée libérale, nous la retrouvons plus tard, et dans un tout autre contexte, chez le grand philosophe KANT : c'est l'idée de l'Etat qui maintient surtout l'ordre du droit civil (en allemand : *Bürgerlicher Rechtsstaat*). L'Etat intervient comme arbitre entre les individus, au moyen de lois solides et de personnes qui ont reçu de la société la compétence nécessaire pour les exécuter.

Le grand but de cette société est la création de la possibilité d'avoir la pleine jouissance de notre propriété, dans la paix et la sécurité, société dans laquelle la position la plus élevée est attribuée par LOCKE à la puissance législative, qui, par la majorité des voix, sert à déterminer le *quoi* et le *comment* de l'activité politique. Ne sont rebelles que ceux qui s'opposent à l'autorité établie, incarnée dans la

constitution et les lois de l'Etat, quel que soit leur contenu. S'il naît une divergence entre le prince et quelques individus du peuple dans un cas où la loi se tait, c'est alors le peuple qui doit juger, car celui-ci sait mieux où doivent être les limites de la tâche du prince. S'il y a une divergence entre le prince ou le pouvoir législatif et le peuple tout entier, seul n'est alors possible qu'un recours au Ciel. Dans une telle situation, le parti injustement traité doit juger quand il estime venu le moment de cet appel. LOCKE laisse donc formellement ouverte, en vertu du droit inaliénable de la liberté, la possibilité d'une révolution. Le centre de gravité reste la liberté individuelle.

La tendance d'un homme comme ROUSSEAU est autre. Lui aussi, du moins en théorie, part de l'existence d'un état de nature originel. Il suppose cependant que les gens sont arrivés à un point où les facteurs nuisibles à leur existence dans l'état de nature ont surmonté par leur résistance les forces qui sont données à tout individu pour se maintenir dans cette situation. Dans une telle situation, la société primitive ne peut plus exister ; la race humaine périrait si son mode d'existence ne changeait. Il s'agit alors de trouver une forme d'association toute-puissante qui défende et protège la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, parce qu'il se lie à tous, obéit cependant à lui-même et reste libre comme auparavant. D'après ROUSSEAU, c'est le problème fondamental que résout le *contrat social*. L'accent est placé sur le fait qu'aucune aliénation de souveraineté ne peut intervenir. Dans l'Etat, quel que soit le résultat du contrat social, l'homme ne retrouve que dans une forme plus élevée les droits qu'il avait déjà eus dans l'état naturel. Contrairement à Thomas HOBBS, ROUSSEAU ne veut pas entendre parler d'un traité entre le prince et le peuple, où ce dernier confère toute sa souveraineté au premier. Son point de départ est et reste l'inaliénable souveraineté du peuple.

Pour ROUSSEAU aussi, toutefois, le peuple n'est pas, du moins formellement, absolument souverain, en tant qu'il est lié au principe général de l'égalité absolue de tous les citoyens à l'égard des exigences de la société. Cependant, dès qu'il satisfait au principe d'égalité individuelle et au principe d'universalité, le peuple est compétent pour tout.

La doctrine de la souveraineté du peuple, mise ainsi en honneur, interdit à ROUSSEAU de parler d'un système de gouvernement constitutionnel représentatif, tel qu'il est défendu par LOCKE, ou de la doctrine de la *trias politica* de MONTESQUIEU avec sa nette séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Pour lui, les députés du peuple ne sont pas réellement des représentants et ne peuvent pas l'être ; ce sont seulement des mandataires inaptes à rien décider de définitif. La souveraineté est indivisible ; la volonté générale ne se forme que par la majorité de toutes les voix, car le principe de majorité est une conséquence nécessaire du contrat social qui n'est possible qu'avec toutes les voix.

ROUSSEAU est donc le défenseur de la démocratie radicale.

Il serait intéressant de montrer qu'il n'est pas seulement question d'une opposition théorique dans la distinction entre la démocratie libérale et radicale, mais que cette distinction a aussi ses conséquences dans la pratique. Je pense, par exemple, à l'histoire politique de la France depuis 1789, ainsi qu'au développement d'autres pays, notamment en Europe occidentale.

II. — ELARGISSEMENT DE LA DÉMOCRATIE EN UN PRINCIPE UNIVERSEL.

Qui a suivi avec attention ce qui précède aura remarqué que chez ROUSSEAU et chez LOCKE on parle d'une part de la souveraineté de l'individu et du peuple comme élément de base pour la société humaine, mais que, d'autre part, la démocratie est fortement en rapport avec l'Etat et la politique.

En soi, nous ne devons pas trop nous en étonner. Pour la pensée humaniste originelle, l'Etat et l'individu étaient cependant les deux pôles entre lesquels se meut la vie humaine. Il s'y révélait une forte opposition contre toutes sortes de privilèges et de corporations qui, au Moyen Age, auraient pu constituer une force autonome entre l'individu et l'Etat. C'est ainsi que dans plusieurs pays, au cours du XIX^e siècle, on ne voulait pas reconnaître, par exemple, des organisations d'employeurs et de travailleurs. Dans mon propre pays², on connut même ce qu'on a appelé « l'interdiction de coalition ».

Au cours des années pourtant, cela a changé, et l'on en arriva de nouveau à une reconnaissance croissante de la véritable signification de toutes sortes de rapports sociaux en dehors de l'Etat. On voulut aussi, dans ces relations, appliquer le principe démocratique : on s'est mis à parler de démocratie industrielle. Je pense à l'aspiration de donner aux ouvriers une plus grande participation dans la vie industrielle, non seulement dans la vie dans sa totalité par des syndicats, mais aussi dans les entreprises privées, au moyen de conseils d'entreprise et de délégués d'ouvriers. Cette pensée est systématiquement appliquée, entre autres par le sociologue russe bien connu Georges GURVITCH. Celui-ci va même jusqu'à postuler que la démocratie politique ne peut exister sans une démocratie économique. « Je suis persuadé », écrivait-il en 1935, alors que la démocratie chancelait de tous côtés sous la menace de dictateurs du national-socialisme et du fascisme aussi bien que par faiblesse interne (les gouvernements de front populaire en France par exemple), « que si la démocratie a un avenir, il est dans la pluralisation de ses faces, dans l'affirmation de l'équivalence de ses aspects autonomes, dans l'élimination de sa croûte moniste et individualiste. » A son avis, les événements récents ont donné raison au fait que « la démocratie politique ne peut sub-

² Aux Pays-Bas (N.D.L.R.).

« sister sans être soutenue et équilibrée par une forte démocratie économique. Faute d'une organisation suffisamment efficace de cette dernière, le pouvoir politique a été subjugué dans les pays des dictateurs fascistes par les congrégations économiques du grand capital. L'autocratie à l'usine et dans l'industrie, qui ronge aujourd'hui partout l'autorité de l'Etat et qui l'a depuis longtemps déposé, a ramené, dans plusieurs pays, l'autocratie politique qui n'est aujourd'hui que le commis, l'esclave même, du pouvoir patronal. » Il s'agit, d'après GURVITCH, d'une démocratisation *anti-centraliste et anti-étatique* de la vie humaine, dans ses différentes manifestations. Ce n'est que de cette façon que le tréfonds qui vit dans les communautés pourra s'exprimer, et que pourra être atteinte une véritable synthèse entre l'individualisme et l'universalisme. Le principe de la démocratie ne contient pas en lui quelque chose de spécifiquement politique. Une entité qui se gouverne elle-même, sur la base de l'égalité et de la liberté, peut être réalisée dans toute communauté humaine. L'idée démocratique peut, selon GURVITCH, servir de principe d'organisation aussi bien pour l'Etat que pour la société.

On ne s'est cependant pas arrêté à la démocratie comme principe d'organisation. Dans des cercles politiques déterminés, on a mis la démocratie en rapport avec l'aspiration aux réformes sociales. W. P. BERGHUIS, président du Comité central du parti anti-révolutionnaire des Pays-Bas³ et membre du Sénat, a remarqué, il y a une dizaine d'années, que l'on n'allait pas seulement appeler démocratie ce qui concerne *le mode d'organisation et d'administration* de l'Etat, en vue d'un accomplissement précis de la mission de l'Etat, mais ce que l'on voit comme *contenu et comme but* de l'administration de l'Etat. On va identifier la démocratie et l'Etat de droit, de même que la démocratie et le socialisme. Les socialistes, tout d'abord adversaires de la démocratie comme ne s'accordant pas avec le caractère révolutionnaire de leur idéologie, acceptèrent dans les premières décennies de ce siècle la démocratie comme forme de gouvernement et en firent pour eux-mêmes une devise politique. Le socialisme d'aujourd'hui, débarrassé de son fondement marxiste, a proclamé la démocratie sur une nouvelle base, et en a fait sa profession de foi, à savoir le tout total, formel et matériel que comporte un ordre social et politique socialiste. La démocratie est devenue un programme politique et une conception de vie, un principe politique fondamental. Selon BERGHUIS, elle est actuellement devenue pour beaucoup un *mythe*, le signe du plus haut idéal politique et social de sorte qu'elle n'est plus concevable comme concept rationnel, mais qu'elle acquiert une valeur absolue de foi, et ainsi chacun la trouve acceptable parmi ceux qui acceptent le contenu de cette foi politique et sociale. L'idée de la démocratie

³ Un parti calviniste.

est donc devenue indéfinissable, ce dont Hans Kelsen s'est plaint, comme nous l'avons vu ci-dessus.

III. — RAPPORT DE L'AUTORITÉ ET DU PEUPLE. LE PROBLÈME DE L'AUTORITÉ ET DE LA LIBERTÉ.

Contrairement au développement qu'a suivi l'idée de démocratie dans les temps modernes auprès de beaucoup, nous voudrions nous en tenir à l'idée démocratique comme *principe d'organisation* et, dans le cadre de cette étude, comme principe d'organisation *politique*.

Pour avoir une meilleure notion de ce principe et de la manière dont il peut et doit fonctionner dans la réalité, voyons d'abord de plus près le rapport de l'autorité et du peuple.

C'est un fait évident que nous avons à faire partout dans la vie avec des rapports d'autorité. Dans la Bible, nous sommes invités en plusieurs endroits à nous soumettre à ceux qui sont placés au-dessus de nous, aux règles et aux ordres établis par eux. Nous pensons au cinquième commandement, et à l'explication qu'en donne le *Catéchisme de Heidelberg*⁴. Ces relations d'autorité se présentent dans la famille entre parents et enfants, dans l'entreprise entre patron et employés, à l'école entre maîtres et élèves, dans un orchestre entre le chef et ses membres, dans l'Eglise entre ceux qui sont chargés d'une fonction et les membres ordinaires. Toutes ces relations d'autorité ont, il est vrai, leur propre nature, leur propre caractère, leur propre structure, mais elles sont toutes caractérisées par le fait que nous avons à faire ici avec des dirigeants et des subalternes, ceux qui finalement déterminent la direction et ceux qui doivent la suivre.

Dans chaque Etat, nous pouvons ainsi distinguer l'autorité et les sujets, l'autorité et le peuple. Romains 13 parle clairement dans ce sens. L'autorité a un pouvoir qui n'est pas emprunté au peuple (doctrine de la souveraineté du peuple), mais à Dieu, et qu'elle doit par conséquent exercer conformément à Sa volonté et à Sa loi.

Il n'y a pas d'abord un « peuple », auquel d'une manière quelconque s'adjoint un gouvernement extérieur, pas plus qu'il n'y a d'abord une autorité qui entraîne pour ainsi dire ses sujets à sa suite (*Führer-Prinzip*). L'autorité et le peuple ont chacun une place inaliénable dans l'Etat moderne différencié. D'une part, nous devons parler du droit propre à l'autorité ; d'autre part, des droits sont aussi attribués au peuple, aux sujets, dans un sens spécifiquement politique. Ce fait s'est exprimé, entre autres, dans différents états démocratiques, jusqu'au droit d'une libre formation d'opinion politique, aussi bien active que passive, au droit de fonder des partis politiques, au droit de vote, au droit de pétition, etc... Par ces droits, les sujets peuvent assumer leur responsabilité dans la marche des affaires de l'Etat.

⁴ Cf. 39^e dimanche.

Ici, nous sommes confrontés avec le problème central de l'autorité et de la liberté que nous rencontrons d'ailleurs dans toute communauté humaine. Il s'agit de trouver le juste équilibre entre les deux. La liberté sans l'autorité aboutit au chaos et à l'anarchie. L'autorité sans la liberté signifie la tyrannie et, selon une loi naturelle, conduit à une dictature totalitaire ; l'histoire est là pour le prouver. On ne peut atteindre le véritable équilibre que si l'autorité et le peuple, chacun à sa manière et en accord l'une avec l'autre, acceptent la place exacte qui convient à leur propre responsabilité *dans* l'Etat.

IV. — DISTINCTION ENTRE LES LIBERTÉS POLITIQUES OU ÉTATIQUES ET LES LIBERTÉS NON ÉTATIQUES ET CIVILES. RAPPORT ENTRE DÉMOCRATIE ET ÉTAT DE DROIT (RECHTSSTAAT).

Il est important de porter son attention, brièvement mais explicitement, sur la distinction qu'il y a entre les droits et les libertés politiques — dont l'ampleur et le contenu sont entièrement réglées par et dépendants de l'ordre juridique de l'Etat lui-même — d'une part et ce que nous voudrions appeler les droits et les libertés non étatiques — qui peuvent bien être réglées légalement d'une manière ou d'une autre, mais qui, d'après leur nature, tombent en dehors de la compétence de l'autorité de l'Etat d'autre part. Je pense ici à la liberté de culte, à la liberté d'enseignement, au droit de réunion et d'association, à la liberté de la presse, à la liberté d'exprimer et de propager son opinion et ses idées, à la liberté de choisir sa profession. Ces droits et ces libertés peuvent bien être limités d'une manière précise par les lois de l'Etat, cependant, comme telles, elles sont indépendantes de l'Etat. Dès que l'autorité de l'Etat, par la législation ou le pouvoir exécutif, attaque ces libertés et ces droits dans leur existence propre, et essaie de les dominer, cette autorité dépasse les compétences qui lui sont attribuées.

Comme nous l'avons déjà remarqué, nous avons à faire, dans la société humaine, à une grande diversité de relations et de groupes sociaux, qui ont tous des tâches fondamentalement différentes et qui ne sont pas subordonnées, mais coordonnées l'une à l'autre. C'est pourquoi aucune société ne peut réclamer, dans cette réalité temporelle, un pouvoir universel et absolu. Toute autorité ici-bas, y compris l'autorité de l'Etat et celle de l'Eglise, est limitée par sa nature même. La seule autorité à qui revienne un pouvoir réellement universel, réellement totalitaire, est celle de Jésus-Christ, qui, en tant que second Adam, est le chef de l'humanité et de la création nouvelles (Matth. 28 : 18 ; Col. 1 : 16-20). Il n'y a que lui qui soit le vrai centre et la pierre d'angle de tous les rapports sociaux en ce monde.

C'est pourquoi, à notre avis, la démocratie n'est jamais identique à l'Etat de droit. Elle n'en est qu'un aspect déterminé, et pas même un aspect absolument nécessaire pour maintenir le droit. Nous pen-

sons ici aux périodes révolutionnaires et à celles au cours desquelles la démocratie se dissout par manque de force intérieure. L'histoire actuelle nous en donne encore des exemples. C'est aussi pourquoi nous rejetons la pensée démocratique radicale de ROUSSEAU, selon quoi une loi n'est valable que lorsqu'elle est l'expression de la volonté générale, et suppose comme telle l'égalité absolue de tous les citoyens vis-à-vis des exigences de la société, car ainsi elle ne peut avoir aucun objet particulier. ROUSSEAU considère cependant qu'une loi, dès qu'elle satisfait à l'exigence de la généralité, est valable quel que puisse être son contenu. Toutes les limites de compétence doivent céder à la volonté générale de l'Etat. Les droits privés des personnes valent dans l'Etat autant que l'intérêt général le permet. Et c'est le peuple souverain qui doit juger ce qu'exige l'intérêt général. Pour lui, l'homme prend la place du législateur divin, l'homme détermine finalement quelles limites ont été établies dans les activités de l'Etat.

V. — ESSAI D'UNE CONCEPTION RÉFORMÉE DE LA DÉMOCRATIE MODERNE.

A la lumière de ce qui précède, comment pouvons-nous considérer et estimer la démocratie ?

Nous avons vu comment dans l'Etat l'autorité et le peuple ont chacun leur propre place, mais sont en même temps dans une indissoluble corrélation. Comme la tête ne peut pas dire qu'elle n'a pas besoin du pied et de la main, et que ceux-ci ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas besoin de la tête, ainsi l'autorité ne peut vivre ni agir sans le peuple, et le peuple sans l'autorité. Pour que la vie de l'Etat puisse se développer, une bonne coordination entre les deux est nécessaire. Bien que l'autorité et le peuple aient chacun des droits et des devoirs propres, ils sont cependant responsables, l'un et l'autre, de la marche de la vie de l'Etat. C'est pourquoi le gouvernement ne peut jamais déclarer *a priori* que le peuple n'a pas de maturité, de responsabilité. Dans cette responsabilité commune du gouvernement et du peuple se trouve, comme J. P. A. MEKKES⁵ l'a à bon droit remarqué, l'un des fondements de la démocratie.

Mais par là tout n'est pas encore dit sur le sens de la démocratie moderne. W. P. BERGHUIS, dans l'étude citée, souligne un tout autre aspect de cette question. En accord avec H. DOOYEWEERD, BERGHUIS montre que l'idée de droit, telle qu'elle doit se manifester d'une manière spécifique aussi dans l'Etat, est une idée en marche (« *idée op mars* »), et qu'elle est étroitement liée au développement historique. La « positivation », l'actualisation des principes de droit n'est possible qu'en tenant compte du développement, de l'éclosion de la culture, ainsi que des idées et des convictions qui vivent dans le peuple. Dans l'accomplissement de sa tâche, un gouvernement est

⁵ Professeur spécial de philosophie calviniste à l'Université d'Etat à Leyde.

dépendant de la situation sociale, économique, culturelle, morale et religieuse du peuple. Qui ne se rappelle la dureté des cœurs dont Jésus nous parle (Matth. 19 : 4 ; Marc 10 : 5) ? A mesure que la connaissance des commandements de Dieu et la volonté de vivre selon eux s'enracinent dans le peuple, l'idée de droit peut être réalisée dans son aspect politique. A cet égard, selon BERGHUIS, il est très important de créer dans l'organisation du gouvernement un organisme au moyen duquel on puisse constater et mesurer le degré du développement culturel du peuple. C'est possible pour une démocratie fonctionnant bien. La forme démocratique du gouvernement constitue la manière la plus simple par laquelle l'action du gouvernement peut être mise au maximum en harmonie avec la situation sociale, économique, culturelle, morale et religieuse du peuple. Dans le système démocratique, on a pour ainsi dire un « *thermomètre incorporé* ».

Ce que nous venons de dire implique que la démocratie, nous l'avons montré ci-dessus, en tant que principe d'organisation politique, n'est pas universelle dans ce sens qu'elle doit être appliquée dans tous les temps et dans tous les pays. Un Etat démocratique ne peut fonctionner avec fruit là où le peuple a atteint une certaine maturité politique, c'est-à-dire qu'il a pu s'approprier certaines convictions politiques plus ou moins définies.

La démocratie ne peut s'épanouir que là où le peuple est devenu *grosso modo* conscient de sa propre responsabilité dans la marche des affaires de l'Etat, bref là où le peuple dispose dans une certaine mesure de sens civique. Ce sont là des conditions sans lesquelles la démocratie ne peut exister.

VI. — L'ACCEPTATION DE LA DÉMOCRATIE ABOUTIT-ELLE A UN RELATIVISME SPIRITUEL ? LIBERTÉ RELIGIEUSE ET TOLÉRANCE POLITIQUE.

En rapport avec ce qui précède, se pose maintenant, pour nous, chrétiens, une question extrêmement importante, à savoir : la position qui veut que, dans un système d'Etat démocratique, l'autorité ne puisse accomplir sa tâche que si elle fait reposer sa politique sur les convictions religieuses et politiques existant dans ce peuple, cette position conduit-elle automatiquement au relativisme spirituel ? Autrement dit : en acceptant la démocratie dans le sens que nous avons défini, n'entrons-nous pas forcément en lutte avec l'absoluité de la foi chrétienne, avec les exigences inconditionnelles que Dieu pose dans sa Loi, en ce qui concerne la vie politique ?

Hans Kelsen, dans son étude déjà citée, établit un lien étroit entre la démocratie et le relativisme, comme conception de la vie et du monde. La démocratie, considérant comme égale la volonté politique de chacun, doit apprécier de la même manière chaque croyance politique, chaque opinion politique. Si l'on renonce à toute valeur absolue, on doit aussi tenir pour possible toute opinion contraire. Le relati-

visme est par conséquent la conception du monde que suppose la pensée démocratique ; c'est pourquoi elle donne à chaque conviction politique la même possibilité de s'exprimer. La domination de la majorité, si caractéristique pour la démocratie, se distingue de toute autre domination en ce qu'elle ne suppose pas seulement d'une manière conceptuelle une opposition — la minorité — mais en ce qu'elle la reconnaît dans le cadre politique et la protège au moyen des droits fondamentaux et des droits de liberté, en raison du principe de la proportionnalité. La relativité d'une profession de foi politique déterminée, l'impossibilité pour un programme politique, pour un idéal politique, d'avoir droit à une validité absolue, oblige impérieusement au rejet de tout absolutisme, même dans la vie politique. *« Das ist der eigentliche Sinn jenes politischen Systems, das wir Demokratie nennen, und das nur darum dem politischen Absolutismus entgegengestellt werden darf, weil es der Ausdruck eines POLITISCHEN RELATIVISMUS ist. »*

Nous n'échappons pas à l'impression que dans le raisonnement de Kelsen, la vérité et le mensonge se trouvent mêlés d'une manière scabreuse.

Nous pouvons être d'accord avec lui lorsqu'il postule qu'aucun système politique n'a de valeur absolue, en ce sens que dans une démocratie toute politique pratique porte dans une mesure plus ou moins grande le caractère d'un compromis, pour autant que, dans cette politique, nous devons tenir compte des courants différents dans le peuple, et même des droits des minorités.

Cependant, nous devons dire radicalement non à Kelsen quand il conclut de la possibilité limitée de l'application de certains principes politiques, à la *relativité* non seulement de certaines convictions politiques, mais encore de *chaque* principe politique. Par là, il arrive implicitement à la négation du caractère radical et universel de la lutte religieuse qui, selon la parole de Dieu, va et vient continuellement entre le règne de Dieu et le règne de Satan (voir Gen. 3 : 17 ; Eph. 6), et à laquelle la vie politique n'est pas soustraite.

A. M. DONNER ⁶, en 1945, a remarqué dans son discours inaugural à l'Université libre réformée d'Amsterdam que la théorie faisant du relativisme la base de la démocratie a fait une impression profonde. La mentalité typique de la fin du siècle est devenue de notre temps un trait commun. Dès que l'homme, dit-il, devient conscient de son relativisme et en accepte les conséquences, la vie devient superficielle, dénudée et monotone. Ce relativisme se trouve en effet à cent lieues de la tolérance qu'inspire le respect des convictions d'autrui. Il n'est pas un fruit de la richesse religieuse ou spirituelle, mais au contraire celui de la décadence et de la désillusion. Sous cet angle, la démocratie ne connaît plus la continuité de la vie de l'Etat. Il n'y a plus de valeur

⁶ Actuellement Président de la Cour suprême des Communautés européennes.

qui embrasse tout, ni d'autorité qui soit reconnue. Le gouvernement n'emprunte plus son pouvoir des normes d'un droit généralement reconnu, mais uniquement de son origine : le peuple. A ce pouvoir, selon DONNER, il n'y a plus ni frontière ni barrière.

Pour nous, la reconnaissance du bon droit de conceptions de vie et de convictions différentes se trouve plutôt en rapport avec la reconnaissance des compétences et des possibilités limitées de l'autorité envers le peuple, ainsi que du rapport de l'autorité et de la liberté dans le cadre de l'Etat. Nous ne pouvons pas oublier que l'action politique des sujets n'a pas seulement un caractère externe, mais qu'elle est aussi une affaire de cœur ; qu'à l'autorité ne revient pas la compétence ni la puissance d'obliger les consciences des sujets. Ce n'est certainement pas par une telle contrainte de la conscience, même si elle était exercée par une autorité chrétienne, que la cause du Royaume de Dieu serait servie. En tant que chrétiens, nous pouvons voir précisément dans la démocratie une forme de gouvernement acceptable, par laquelle il est possible, sans contraindre les consciences, de faire pénétrer les ordonnances de Dieu (*die göttliche Ordnungen*), dans la vie de l'Etat, dans la conduite du gouvernement et des sujets. Pour nous, il doit être question d'une transformation de la conviction politique de l'autorité et du peuple par la puissance de la Parole de Dieu. Cela suppose l'existence de la liberté religieuse dans la politique, même de la part de ceux qui ne veulent pas se courber devant la Parole de Dieu. Dans ce combat religieux qui se livre sur le terrain politique, ce n'est pas l'épée de l'autorité qui est décisive, mais l'épée de l'Esprit.

Nous sommes conscients que, de cette manière, une conduite gouvernementale qui est façonnée dans un esprit chrétien par une voie démocratique, puisse être transformée dans un autre esprit par la même voie démocratique. C'est cependant un « risque » que le chrétien doit accepter en vertu de son point de départ.

VII. — NATURE ET FONCTION DU PARTI POLITIQUE.

Nous avons déjà remarqué qu'un système d'Etat démocratique ne peut fonctionner comme il faut que là où le peuple a acquis une certaine maturité politique et où les citoyens disposent d'un certain sens civique. Là où cette maturité politique et ce sens civique manquent, seule une forme de gouvernement autocratique peut apporter le salut.

Bien sûr, nous ne voulons pas dire que, selon nous, la forme de gouvernement démocratique et la forme de gouvernement autocratique ont une valeur égale. Pour nous, la démocratie est un bien auquel il faut aspirer, parce qu'une démocratie gagne toujours en stabilité et en force spirituelle intérieure sur une autocratie, quelle que soit la manière dont celle-ci puisse fonctionner dans une situation donnée. Il ne peut à ce sujet subsister aucun doute chez le chrétien réformé, qui met encore fortement l'accent sur la responsabilité de l'individu.

Le développement et la maturité politiques du peuple doivent, autant que possible, être favorisés. Ceci aussi est compris, en principe, dans le mandat de culture qui a été donné à l'homme lors de la création.

Quant à la formation de l'opinion politique proprement dite, un rôle extrêmement important peut être et est souvent joué par les moyens de communication avec la masse, tels que la presse, la radio et la télévision. Ces institutions toutefois, bien qu'elles aient une relation avec la vie politique et influencent celle-ci, n'ont pas une tâche proprement politique.

C'est pourquoi on ne peut jamais penser à une démocratie fonctionnant bien, sans la présence de *partis politiques*, au sens propre du mot.

Par quoi se caractérise un parti politique ? Ce n'est pas une question facile. Herman DOOYEWEERD a traité d'une manière détaillée dans la troisième partie de *A new Critique of Theoretical Thought*, de la structure d'un parti politique, et j'estime qu'il n'est pas un mauvais guide pour nous aider à former notre pensée sur ce sujet. DOOYEWEERD montre précisément comment la naissance de partis politiques est une preuve de l'intérêt et du sens de la responsabilité de ses fondateurs et de ses membres à l'égard des affaires de l'Etat. Selon lui, nous ne devons pas trouver mauvaise en soi l'existence de différents partis politiques, pour autant qu'ils ne portent pas atteinte au fondement même, à la base « objective » de l'Etat et de l'ordre social en général. Cet état de choses ne peut pas être interprété dans un sens relativiste ; peut-être cela pourrait-il se produire en théorie, quoiqu'on soit alors aussi confronté avec le fait que la démocratie ne peut exister que quand elle s'en tient *inconditionnellement* à la règle que l'opinion de la majorité, formée par voie démocratique, doit être décisive. En outre, un parti politique est toujours confronté avec une politique pratique, et dans toute politique pratique c'est un fait qu'on en appelle toujours à un point de départ religieux — qu'il soit ou non reconnu comme tel — et que ce point de départ n'est pas de nature relativiste.

Selon sa nature, un parti politique est précisément une organisation dans laquelle est mise en œuvre la force de coordination d'une conviction politique relative aux principes qui doivent conduire la politique de l'Etat et de ses organes administratifs. Par nature, le parti est porteur d'une vision politique qui apparaît comme une totalité, et se caractérise par le fait qu'il cherche à *transformer* la politique de l'Etat selon cette vision. Dans un parti politique, l'amour des principes communément admis est le véritable ciment qui rassemble les points de vue de ses membres, si différents puissent-ils être sur des points secondaires, cependant que la puissance et la position d'un parti dépendent de la puissance des principes qu'il confesse et de leur pénétration dans la vie nationale.

De tout cela, il ressort que nous ne pouvons pas considérer un parti d'intérêt, par exemple un parti paysan, un parti de travailleurs, un parti en faveur de la propriété privée, ou un parti de sportifs, comme un parti politique au sens propre du terme. Si de tels partis tirent leur origine d'une insatisfaction qui ne serait nullement fondée, ils n'ont alors tout simplement pas le droit d'exister. Ils peuvent aussi avoir leur origine dans une insatisfaction fondée sur le fait que les intérêts de ce groupe-là sont méconnus par l'ensemble de la politique suivie dans le pays, ou ne sont apparemment point pris en considération par l'un ou l'autre des partis politiques existants. Dans ces cas-là, il y a quelque chose de faux dans la vie nationale. et l'on ne peut nier qu'il puisse y avoir une justification à l'existence d'un parti d'intérêt. C'est alors un avertissement tant pour l'autorité que pour les partis politiques existants d'avoir à changer de politique. Il faudra alors que l'intérêt de ce groupe mis en question soit examiné et soupesé par rapport à la totalité des intérêts qui entrent en jeu dans la vie de la nation. Dans un système d'Etat fonctionnant bien, un parti d'intérêt n'aura par conséquent qu'une existence très courte. La durée n'est garantie qu'aux partis politiques qui, par leurs principes politiques généraux, sont et veulent être des partis réellement populaires ou nationaux, qui ne perdent pas de vue la totalité de la vie de l'Etat.

VIII. — LA VOCATION DES CHRÉTIENS DANS LA DÉMOCRATIE MODERNE.

De la précédente démonstration il ressort, selon nous, que la politique n'est pas une occupation neutre, sans engagement, purement objective. La lutte entre les esprits se situe aussi dans le domaine de l'Etat, bien que nous n'en soyons pas toujours conscients ou que cela n'apparaisse pas explicitement au grand jour. En tant que chrétiens, nous ne pouvons pas nous soustraire à cette lutte, selon la volonté de Celui qui a dit : « Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre. » Ici, en effet, il ne s'agit pas moins que dans tout autre domaine de décisions religieuses. Nous ne pouvons adorer en même temps Dieu et Mammon. Jésus a dit : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi. » Il nous demande de confesser son Nom jusque dans les communautés politiques auxquelles nous appartenons. C'est là que se situe aussi une partie de ce « culte raisonnable » dont Paul nous parle dans Romains 12. Et quand Dieu nous donne, au moyen d'un Etat démocratique, l'occasion de mener cette lutte spirituelle dans la liberté, nous devons considérer que c'est là un privilège particulier.

Pour mener cette lutte, nous devons en premier lieu engager le combat dans notre propre entourage, contre l'indifférence que nous rencontrons chez tant de chrétiens évangéliques au sujet de la vie politique. L'Apôtre Paul nous exhorte à faire, en tout premier lieu, des supplications, des prières, des requêtes, des actions de grâces

pour tous les hommes, pour les rois et pour tous ceux qui sont élevés en dignité, afin que nous menions une vie paisible et tranquille, en toute piété et honnêteté (1 Tim. 2 : 1-2). Toutefois, de même qu'il ne peut exister pour le chrétien aucune œuvre sans prière, *il ne peut non plus exister de prières sans œuvres*. En tant que sujets, nous sommes obligés de porter et de soutenir l'autorité dans l'accomplissement de son importante tâche, parce que c'est uniquement de cette façon que nous pourrons être dans la vie publique une véritable bénédiction pour nos prochains. Il est ici très important de montrer que Paul fait immédiatement suivre de ces mots l'appel que nous avons cité : « Cela est bon et agréable devant Dieu notre Sauveur, qui veut que tous les hommes soient sauvés et parviennent à la connaissance de la vérité. » (1 Tim. 2 : 3-4).

Cependant, la question est de savoir comment les chrétiens, là où la liberté leur en est encore laissée, peuvent faire valoir leur influence dans la conduite même de l'Etat.

En premier lieu, il nous faut souligner l'importance de la prédication de la Parole de Dieu par l'Eglise, car cette Parole a aussi une valeur centrale pour la vie politique. Cela ne veut pas dire que l'Eglise doive s'appliquer à une prédication spécialement dirigée sur la vie politique ; mais la Parole de Dieu, en tant que force motrice centrale de toute la vie chrétienne et comme épée à deux tranchants, ne manquera pas, dès qu'elle est prêchée dans l'Eglise, intégralement et avec conviction, de faire valoir son influence sur cette vie politique. L'Esprit de Dieu en est le garant.

Nous ne pouvons cependant pas en conclure qu'un certain pouvoir politique revienne à l'Eglise dans son organisation officielle. Car dans l'Etat aussi l'autorité suprême revient à la Parole de Dieu, et l'Eglise n'est ici, dans toutes ses fonctions, que servante. L'autorité et le peuple ne sont pas liés à la Parole de Dieu par l'intermédiaire de l'Eglise, mais *directement*. C'est dans ce sens qu'apparaît la fonction des croyants, des « laïcs ».

Nous avons vu comment la Réforme mit l'accent sur la majorité du croyant comme tel, sur sa responsabilité, non seulement à l'intérieur de l'Eglise, mais aussi à l'extérieur. Le travail du croyant dans le monde fut à nouveau considéré comme une vocation divine. Par la prédication de la Parole — comme par son étude personnelle et en commun — le croyant devient en même temps le porteur de la Parole, qu'il emmène à son travail, dans sa famille, ainsi que dans le domaine de la politique. Partout il devra donc, et toujours davantage, vivre de la puissance de cette Parole.

En ce qui concerne la politique, il est tout d'abord nécessaire qu'il laisse sa conception de l'Etat et de la vie de l'Etat se réformer, se renouveler par la force de la Parole de Dieu. Et il ne s'agit pas ici seulement de quelques corrections ou de quelques sujets parti-

culiers, aussi importants qu'ils puissent être (par exemple, la relation de l'Eglise et de l'Etat, la législation du mariage, la sanctification du dimanche), mais d'une vision totale, radicalement renouvelée. Nous ne pouvons nous contenter de moins.

Il est clair que cet effort n'est pas l'affaire de quelques chrétiens isolés, mais bien de toute la communauté chrétienne. Il est donc nécessaire de créer des centres d'études qui s'occupent régulièrement de ces choses. Pour y travailler avec fruit, une forte concentration religieuse aussi bien qu'un travail intellectuel laborieux sont en effet nécessaires, ainsi qu'une solide intégration dans la vie politique elle-même.

C'est pourquoi les chrétiens réformés qui en ont les possibilités et l'occasion ne doivent pas être effrayés d'accepter — en raison même de leurs convictions réformées, des fonctions publiques. On ne doit pas sous-estimer l'influence qui peut en résulter.

Dans un Etat démocratique, nous devons ensuite utiliser le droit d'exprimer librement notre opinion politique par la presse ou tout autre moyen à notre disposition. Nous pensons aussi à la possibilité de former un parti politique où les chrétiens évangéliques s'unissent pour influencer la vie politique par leur effort commun. Cette possibilité dépend dans une large mesure du potentiel de chrétiens réformés dans les différents pays. Ne parlons toutefois pas trop vite d'impossibilité, car il y a des situations où une grande force peut jaillir d'une toute petite minorité. Cela dépend de la puissance de la foi, de la conviction et du savoir de ceux qui y participent. *Dans l'Europe Unie de demain, des portes toutes nouvelles nous seront peut-être ouvertes.*

Dieu nous appelle en Christ à être — aussi dans le domaine de l'Etat — ses témoins et ses collaborateurs, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas nous retirer dans les tranchées ou les catacombes, aussi longtemps qu'il nous donne, en tant que chrétiens, l'occasion de lutter publiquement. Il ne faut pas oublier que nous nous trouvons sous la double obligation du mandat culturel (Gen. 1 : 28) et de la prédication de l'Evangile qui doit être annoncé à toutes les créatures (Matth. 28 : 18).

LIVRES CONSULTÉS

- Dr. W. P. BERGHUIS, *Enkele opmerkingen over democratie*, dans *Rechtsgeleerde opstellen*, à l'honneur du Prof. Dr. H. DOOYEWEERD, Kampen, 1951.
Jean CALVIN, *Institution*, livre IV, chapitre XX.
Dr. J. D. DINGERINK, *La Seigneurie de Jésus-Christ sur la société humaine*, édition de la Société calviniste de Belgique, cahier n° 2, Bruxelles, 1958.
— *A Christian concept of human society*, dans *The Gordon Review*, volume VI (1961), p. 82-91.

— *The power of the Reformation in political life*, dans *International Reformed Bulletin*, number 9, avril 1962.

Prof. Dr. A. M. DONNER, *Relativisme en geestelijke vrijheid*, Rotterdam, 1945.

Prof. Dr. H. DOOYEWEERD, *A new critique of theoretical thought*, volume III, Amsterdam-Philadelphia, 1957, p. 379-508 et p. 605-624.

G. GURVITCH, *L'expérience juridique et la philosophie pluraliste du droit*, Paris, 1935.

Dr. Hans KELSEN, *Vom Wesen und Wert der Demokratie*, Tübingen, 1920.

John LOCKE, *Two treatises of government* (diverses éditions).

Prof. Dr. W. STANFORD REID, *The reformation and the layman*, dans *International Reformed Bulletin*, number 13, avril 1963.

J.-J. ROUSSEAU, *Le Contrat social* (diverses éditions).

BIBLIOGRAPHIE

Xavier LÉON-DUFOUR : *Les évangiles et l'histoire de Jésus*, Editions du Seuil, 1964, 526 pages.

Evangelies et servir ensuite d'ouvrage de référence que l'on pourra consulter avec fruit.

Peut-on, à partir des Evangiles, écrire une histoire de Jésus ? Au contraire, ces textes ne sont-ils pas le reflet de la foi en Jésus-Christ des premiers chrétiens et ceci ne nous interdit-il pas toute prétention à retrouver le visage du Christ incarné ? C'est autour de ces questions que tournent tous les débats actuels sur les Evangiles. L'auteur voudrait aller plus loin et montrer qu'une étude minutieuse peut faire retrouver, à travers la foi des évangélistes, le Jésus de l'histoire : il le fait en restant fidèle aux positions de l'Eglise romaine qui, il faut bien le remarquer sont souvent empreintes d'une sage prudence.

Mais c'est cette prudence qui semble parfois gêner l'auteur. D'autre part son style se ressent parfois d'une certaine hésitation entre la discussion technique et la bonne vulgarisation pour public cultivé, mais non initié aux mystères de l'exégèse. Devant la complexité et les contradictions des opinions, le théologien catholique court souvent le risque de se vouloir « rassurant ».

Mises à part ces réserves, il faut faire confiance à cet ouvrage qui représente le point de la question en langue française. Il pourra servir utilement d'introduction à l'étude des

Alain-Georges MARTIN.

Suzanne de DIÉTRICH : *Les Lettres Johanniques*, Labor et Fides 1964, 72 pages.

Ce petit livre se présente comme une introduction à un travail d'étude biblique sur les épîtres de saint Jean. Mlle de Diétrich l'a d'abord utilisé pour des groupes d'études paroissiaux américains. On y trouvera des indications pratiques sur la lecture en groupe de ces livres et toute une série de questions permettant une réflexion commune. L'introduction aux six études proposées est riche et documentée, notamment en ce qui concerne les mots clés comme *amour*, *lumière* ou *vérité*.

Le mérite de ce livre est de nous donner envie d'une réflexion profonde sur les textes. Le seul reproche qu'on puisse à la rigueur faire s'adresserait plutôt à l'éditeur. Pourquoi avoir placé cet ouvrage dans une série de commentaires bibliques alors qu'il n'en est pas un, et qu'on le verrait plutôt comme tête de série d'une collection de plans d'étude biblique ?

Alain-Georges MARTIN.

I.F.Q.A.-CAHORS. — 50.536. — II-1965. *Le Directeur de la publ.* : Pierre-Ch. MARCEL

ALLIANCE ÉVANGÉLIQUE

Juillet 1965

47, rue de Clichy, Paris (9°)

LA LOI DE DIEU ET L'OBÉISSANCE DE JÉSUS-CHRIST

Nous nous en tenons uniquement à l'obéissance de Jésus-Christ... En fait, nous croyons qu'en nous écartant si peu que ce soit de ce fondement — l'obéissance de Jésus-Christ — nous ne pourrions trouver ailleurs aucun repos...

Confession de foi
des Eglises réformées
en France, 1559.

Toutes les créatures tiennent leur « réalité » et leur « sens » de la Loi de Dieu, c'est-à-dire de la volonté de Celui qui les a fait exister et qui gouverne leur existence. L'homme a été créé par Dieu SELON LA LOI, AVEC LA LOI, SOUS LA LOI qui le fait exister comme « homme ».

Quant à la diversité des aspects de son existence, et en liaison cohérente avec l'ensemble de l'univers créé par Dieu et gouverné par Lui, l'homme est soumis aux lois que Dieu a établies pour chacun des aspects de sa vie.

Quant à son unité profonde de créature à l'image de Dieu, l'homme a été créé avec (et sous) cette Loi fondamentale à laquelle se rapportent et de laquelle dépendent tous les « commandements » de la Parole de Dieu : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur et ton prochain comme toi-même. ».

L'homme ne peut échapper à la Loi de Dieu qui est « normale » pour lui. Aussi la rébellion de l'homme, contre Dieu, et contre la Loi qui établit, définit, et constitue le « sens » de sa vie d'homme, ne « supprime » pas la Loi, mais en « retourne » l'effet en condamnation, en misère, et en perdition. La Loi demeure, quoi que l'homme fasse, comme demeure aussi la Souveraineté du Dieu Créateur sur toutes Ses créatures, mêmes libres, mêmes rebelles.

La Sainte Ecriture, qui est (comme elle dit et révèle qu'elle l'est) la Parole infaillible de Dieu, est le Livre de l'*Alliance* entre Dieu et l'homme. S'il est évidemment juste, et nécessaire, de parler d'une Alliance de GRÂCE, qui va se développant de la Genèse à l'Apocalypse, il est juste aussi, et nécessaire, de saisir que cette Alliance de GRÂCE (ou de RÉDEMPTION) est précédée et portée par une Alliance de LOI (ou de CRÉATION). Il faut bien voir et dire que l'Alliance de GRÂCE est fondée sur l'Alliance de LOI.

C'est pourquoi Dieu n'a pas « substitué » l'Alliance de GRÂCE (ou de RÉDEMPTION) à l'Alliance de LOI (ou de CRÉATION) mais, en suite de la chute d'Adam, qui a violé l'Alliance de LOI sans pouvoir cependant l'annuler, Dieu a établi et poursuivi l'Alliance de GRÂCE en plus de l'Alliance de LOI et conformément à elle. L'homme doit accomplir l'Alliance de LOI pour avoir la vie.

Puisque le premier Adam a rompu l'Alliance de LOI (ou de CRÉATION) et apporté sur l'homme la condamnation et la mort, Dieu va maintenir et rétablir l'Alliance de LOI en envoyant dans le monde le second Adam, vraiment Dieu certes, mais aussi vraiment homme, « né d'une femme, né sous la LOI », Jésus-Christ notre Sauveur qui a pleinement ACCOMPLI LA LOI, à notre place et pour nous, afin que, perdus, nous soyons retrouvés, et que, morts, nous revenions à la vie.

De ce point de vue fondamental, la *justice* de la LOI et la *miséricorde* de la GRÂCE ne s'opposent aucunement, mais s'accordent. C'est parce que Jésus-Christ, vraiment Dieu et vraiment homme, a « tenu » fidèlement l'Alliance de LOI (ou de CRÉATION) que nous sommes, par la foi en Lui et l'union à Lui par la foi — selon l'élection miséricordieuse et merveilleuse de Dieu — les bénéficiaires de l'Alliance de GRÂCE (ou de RÉDEMPTION). L'œuvre du salut (par GRÂCE, par le moyen de la foi) est tout entière établie sur l'obéissance de Jésus-Christ à la LOI de Dieu concernant l'homme.

C'est par l'obéissance du SEUL Jésus-Christ, le second et nouvel Adam, tête de l'humanité nouvelle (en opposition à la désobéissance du premier Adam qui a corrompu l'humanité et l'a conduite dans la misère et dans la mort) que beaucoup sont rendus justes pour la vie éternelle (Romains 5 : 18-21). Ces deux affirmations n'en forment qu'une : nous sommes sauvés par GRÂCE, par le moyen de la foi ; nous sommes sauvés par l'obéissance de Jésus-Christ à la LOI.

La GRÂCE n'a pas annulé la LOI, mais est établie sur elle. La LOI de Dieu sainte, juste, et bonne, demeure à jamais. La GRÂCE ne vient pas en opposition à la LOI ou en contradiction avec elle, mais en suite de la LOI et d'aplomb sur elle. Le Dieu CRÉATEUR est le Dieu RÉDEMPTEUR. Création et Rédemption, LOI et GRÂCE se tiennent.

L'obéissance de Jésus-Christ, profondément et totalement une, s'est développée tout au long de sa vie jusqu'à sa mort, jusqu'à sa mort sur la croix. A travers tentations et souffrances, Celui qui était et qui est resté sans péché a mené un indescriptible et rude combat, s'attachant dès son enfance à la Sainte Ecriture des prophètes inspirés par Dieu, priant, accomplissant la volonté de Celui qui L'avait envoyé, dans un amour parfait de Dieu et du prochain. Il a appris l'obéissance par les choses qu'Il a souffertes (Hébreux 5 : 8-9). Librement. Volontairement. Entièrement. Jusqu'au sang.

Il convient cependant, à la lumière de la Bible, Parole de Dieu, de distinguer les « deux » aspects de l'obéissance « une » de Jésus-Christ. Toute l'obéissance de Jésus-Christ a toujours été, durant toute son existence terrestre, à la fois et en même temps, *une obéissance de malédiction* et une *obéissance de bénédiction*, une obéissance sous le NOM de Dieu et une obéissance sous le OUI de Dieu, une obéissance sous la LOI CONDAMNANT LE PÉCHÉ DE L'HOMME et une obéissance sous la LOI ÉCLAIRANT LA FIDÉLITÉ DE L'HOMME, une obéissance sous le châtiment et une obéissance sous le précepte de la Loi.

A notre place et pour nous, le nouvel Adam a volontairement accompli, jusqu'à la mort bénie de la croix, tout ce que la Loi de Dieu demandait, commandait à l'homme d'amour fidèle de Dieu et du prochain.



L'obéissance de Jésus-Christ a été une *obéissance de malédiction* par rapport à la Loi de Dieu sanctionnant notre rébellion en Adam et depuis Adam. Le nouvel Adam a voulu porter tout le poids du jugement de Dieu sur notre trahison de l'Alliance de LOI (ou de CRÉATION). Lui qui était sans péché, Il a été fait et Il S'est fait « péché » pour nous, à notre place. Il a été frappé, puni, rejeté. Il S'est chargé de notre péché et de nos péchés. Il S'est soumis au châtiment, Il S'est offert à la justice de Dieu, condamnant et punissant le péché. Il est allé jusqu'à descendre dans l'Enfer de la malédiction et de l'abandon terrible de Dieu. Sur Lui, parce qu'Il le voulut, furent transférées toutes nos fautes, toutes nos offenses, toutes les fautes et toutes les offenses de tous ceux (ayant vécu, vivants, devant vivre), pour lesquels il S'offrit en sacrifice, acceptant ainsi de souffrir et de mourir, Lui, juste pour des injustes, Lui, saint pour des pécheurs, Lui, Fils bien-aimé de Dieu pour des ennemis de Dieu.

« Christ nous a rachetés de la malédiction de la LOI, étant devenu malédiction pour nous. » (Galates 3 : 13). Oui, « le Seigneur a fait retomber sur Lui l'iniquité de nous tous » (Esaïe 53 : 6). Et le Seigneur s'est fait homme pour subir cela. LUI ! « Il a porté lui-même nos péchés en Son corps sur le bois. » (I Pierre 2 : 24).



L'obéissance de Jésus-Christ a été une *obéissance de bénédiction* par rapport à la Loi de Dieu donnant son « sens », sa « justice », à la vie de l'homme. C'est pour cette obéissance de bénédiction que Dieu avait créé l'homme, pour qu'il aimât Dieu de tout son cœur et son prochain comme lui-même. Le nouvel Adam, tête et chef de l'humanité nouvelle, pardonnée, réconciliée, justifiée et sanctifiée en Lui, et en Lui seulement, a accompli fidèlement, en sa vie d'homme et jusqu'à sa mort d'homme, toute la Loi de Dieu dans tout ce qu'elle ordonne d'amour de Dieu, et du prochain. A fond. Parfaitement.

Cette obéissance de bénédiction était nécessaire à l'obéissance de malédiction, car Dieu ne pouvait agréer qu'une offrande pure et sainte. Et l'obéissance de malédiction était nécessaire à l'obéissance de bénédiction, car il fallait que le péché soit « expié ».

En fait, l'obéissance de Jésus-Christ a été ensemble et à la fois l'une et l'autre, car l'une et l'autre constituent ensemble l'Offrande de l'unique Médiateur pour le salut du monde. Ainsi, l'Alliance de Loi (ou de CRÉATION) était accomplie aussi *du côté de l'homme*, pour porter l'Alliance de GRÂCE (ou de RÉDEMPTION).

Et c'est Dieu qui l'a fait, en S'incarnant, en vivant une vraie vie d'homme, né d'une femme, né SOUS LA LOI, en Jésus-Christ, en appliquant toute la puissance de Sa divinité à être *vraiment* cet homme-là : Jésus de Nazareth, dans la réalité d'une vraie humanité, devant de vraies tentations, au sein de vraies souffrances, dans l'épreuve d'une vraie solitude, et d'un vrai « abandon », et d'une vraie malédiction, et d'une vraie mort.



Si même notre intelligence de croyant a peine à comprendre tout ce que le thème que nous venons d'oser aborder a d'immense et de fondamental, notre foi — qui cherche à comprendre — adore Celui qui est le Roi de la Création et de la Rédemption, le Roi de l'Alliance de Loi et de l'Alliance de GRÂCE : le Christ Jésus, notre Sauveur et notre Seigneur.

Pierre COURTHIAL.

DÉCLARATION

DE L'ALLIANCE ÉVANGÉLIQUE EUROPÉENNE

AU SUJET DE L'ÉCRITURE SAINTE

Après la rencontre annuelle des délégués de onze Alliances évangéliques d'Europe, tenue pour la première fois en France (à Nogent en septembre), un texte présenté et unanimement adopté à notre grande joie, à nous Français, fut cependant renvoyé pour rédaction définitive au Comité européen.

Ci-dessous vous trouverez ce texte, que notre Comité français, au cours de ses deux dernières séances, a étudié et adopté, et qu'il diffuse aujourd'hui largement avec liberté pour chacun de le faire connaître.

Nous rendons grâce à Dieu pour les professeurs de théologie qui, par leur enseignement dans les Universités, les Facultés et les Séminaires, ont ouvert pour nous, en chrétiens pleins de foi, les trésors de l'Écriture Sainte et qui le font encore. Il en résulte des effets bienfaisants, d'une importance décisive pour le ministère de la prédication et de la cure d'âme.

Mais nous constatons avec une profonde inquiétude que certaines tendances de la théologie moderne gagnent de plus en plus de terrain. Elles mettent en question les vérités essentielles de l'Écriture Sainte, elles altèrent le témoignage de l'Évangile par une critique biblique dépourvue d'objectivité ; sous l'influence d'idées étrangères, elles sèment la confusion dans les esprits et compromettent dangereusement la pleine efficacité du message du salut. Voilà pourquoi nous ne pouvons nous taire plus longtemps ; nous nous sentons dans l'obligation de mettre en garde le public contre une théologie qui menace la substance même de notre foi.

1. — Nous affirmons notre attachement à l'Écriture Sainte tout entière ; elle est la révélation divine, inspirée du Saint-Esprit ; elle possède l'autorité absolue ; Parole de Dieu, elle est déterminante pour la doctrine et la vie des chrétiens.

Aussi devons-nous refuser de considérer la Bible comme un simple document d'histoire religieuse et de ne voir en elle que les témoignages d'hommes sans doute inspirés, mais dont le message ne nous lierait ni ne nous engagerait en rien.

2. — Nous affirmons que notre devoir est d'exposer et d'annoncer clairement tout le contenu de l'Écriture Sainte ; de placer ce qui

en est l'essence même, le salut en Jésus-Christ, au cœur de toute exégèse ou prédication de la Parole de Dieu.

Aussi jugeons-nous insuffisante et même fallacieuse et subversive une prédication basée sur « l'interprétation existentialiste » découlant de la « démythisation » des Ecritures. En effet, une telle prédication ne met pas pleinement en valeur l'œuvre de Dieu en Jésus-Christ, fondement de notre salut, ce qui ôte à la proclamation de la Parole de Dieu sa force de pénétration et sa plénitude. Nous rejetons une prédication exclusivement anthropocentrique, érigeant en critère le nouvel humanisme, la compréhension que l'homme a de lui-même, obscurcissant ainsi la relation intime qui existe entre le fait historique du salut et le témoignage qui lui est rendu.

3. — Nous affirmons notre foi à la réalité du Dieu vivant, souverain du monde créé, infiniment élevé en sainteté et en majesté, qui s'adresse aux hommes dans son jugement et dans sa grâce, pour les appeler à lui, en les libérant de tout péché et de toute culpabilité.

Aussi devons-nous refuser de parler de Dieu simplement comme du principe suprême, comme de la substance de l'être, comme du point de tension plus ou moins indéterminé de notre existence. Nous ne saurions davantage ramener la Divinité à un concept ou à une sorte de solidarité purement humaine. Un tel Dieu n'a rien de commun avec le Dieu et Père de notre Seigneur Jésus-Christ ; nous ne pourrions ni avoir confiance en lui, ni le prier.

4. — Nous affirmons notre foi en Jésus-Christ, notre Seigneur et notre Sauveur, Fils de Dieu envoyé par le Père dans le monde pour apporter le salut aux humains, mort sur la croix en victime expiatoire pour nos péchés, en vue d'établir sa domination éternelle, en attendant son apparition en gloire et l'accomplissement de toute chose.

Aussi devons-nous refuser d'assimiler le Jésus historique à un rabbin de Nazareth dont nous ne pourrions pas connaître le vrai visage. Nous déclarons également erronée l'affirmation selon laquelle les disciples auraient échafaudé, de leur propre chef, sur la base de leur expérience de Pâques, la doctrine christologique que nous confessons. Une telle manière de voir nie Jésus, sa souveraineté messianique et sa grandeur divine. Si l'on ne voit dans sa carrière terrestre que le ministère d'un prophète parmi d'autres, il cessera d'être pour nous la Parole faite chair, en qui habite la plénitude de la Divinité, le Fils de Dieu ayant le pouvoir de pardonner les péchés.

5. — Nous affirmons comme fondement de notre rédemption et de notre foi les événements historiques opérés par Dieu pour notre salut.

Aussi refusons-nous de priver ces événements de leur signification décisive et de ne voir que dans l'annonce actuelle de la Parole de Dieu l'événement propre à nous communiquer le salut. Dès qu'elle n'est plus fondée sur l'action salvatrice de Dieu dans l'histoire, la prédication « flotte » en quelque sorte dans le vide et cesse de rendre témoignage à la vérité dans sa plénitude.

6. — Nous affirmons notre foi à l'action puissante de Dieu par laquelle il a ressuscité Jésus-Christ d'entre les morts.

Là où l'on nie la résurrection du Christ et, partant, son existence éternelle et divine — comme c'est trop souvent le cas dans la théologie moderne —, il ne peut plus être question de s'approcher personnellement de lui, ni d'être en communion avec lui ; le fait aussi que l'Eglise est le corps du Christ est exclu.

7. — Nous affirmons notre foi à la réalité et à l'action puissante du Saint-Esprit. Aussi attestons-nous avec l'Ecriture que le Saint-Esprit accorde, aujourd'hui encore, ses dons à ceux qui croient, qu'il les maintient dans la vraie foi et la saine doctrine et qu'il produit en eux le fruit de l'Esprit.

Là où l'on refuse de reconnaître la réalité effective du Christ glorifié, vivant et présent dans son Eglise, il est également difficile de croire au Saint-Esprit.

8. — Nous affirmons notre attachement à l'enseignement eschatologique de la Bible, au plan de Dieu pour le monde et pour le salut, plan qui trouvera son plein accomplissement à la fin des temps, inauguré par le retour du Christ.

Aussi refusons-nous de limiter l'eschatologie biblique à la nouvelle création offerte à la foi, et de rejeter comme des notions de nature mythologique et, partant, inacceptables pour l'homme d'aujourd'hui, les déclarations de l'Ecriture concernant l'avenir.

La théologie, dont nous dénonçons ci-dessus quelques aspects, se signale par un rapetissement, une interprétation erronée, voire bien souvent une altération complète des vérités bibliques fondamentales. Il n'est donc pas étonnant que son rayonnement spirituel soit, en fait, d'une singulière faiblesse.

C'est pourquoi nous voulons demander à Dieu de nous donner l'Esprit qui conduit dans toute la vérité et qualifie pour le service auquel nous sommes appelés. Nous ne pouvons être de vrais ouvriers du Seigneur qu'en nous soumettant à l'autorité de l'Ecriture Sainte dans la pleine obéissance de la foi.

Alliance Evangélique Européenne.

L'ÉVANGILE DE SAINT MARC ET L'ŒCUMÉNISME

« Par son évangile, saint Marc a voulu s'opposer dès la première génération chrétienne aux « autorités » de l'Eglise de Jérusalem qui, tout en vivant en trop bonne intelligence avec le judaïsme, voulaient se donner pour les seuls vrais chefs responsables de toute la chrétienté.

Pour saint Marc, seul le Christ reste le chef de l'Eglise, le même après sa Résurrection que du temps de sa vie humaine. C'est lui qui continue à animer les actes des chrétiens, actes semblables à ceux qui furent les siens jadis, y compris les guérisons et exorcismes. Marc ne tient donc pas tant à « écrire une histoire » passée, mais à pousser ses frères à continuer d'écrire l'histoire de ce Christ capable de changer le monde.

Saint Marc demande donc à chaque chrétien de proclamer l'Evangile comme la puissance à offrir au monde païen. Telle est la mission de l'Eglise. Et tout disciple qui n'est pas un missionnaire actif est un lâche qui périra dans le siècle présent comme dans le siècle à venir. »



Que nul n'imagine le signataire de cet article responsable de ces fortes pensées. Ce sont les grandes thèses d'un livre que vient de publier Etienne Trocmé, professeur à la Faculté de Théologie de Strasbourg (*La formation de l'Evangile selon saint Marc*, Paris). J'ai eu la chance de lire ce livre quelques jours avant de venir à l'Institut œcuménique de Bossey (Suisse) participer à la rencontre dont il est parlé ci-après. Et, sans me convaincre en tout point, ce livre m'a suggéré quelques réflexions.

Si certains s'opposent au « dialogue » avec l'Eglise romaine ou même à certaines orientations du C.O.E., ce n'est point tant par individualisme impénitent, ni par refus d'un certain christianisme social (Martin Luther KING est baptiste) ; pas davantage il ne s'agit de nier la valeur de l'Eglise, ni celle de son « unité ». Il s'agit de savoir où se trouve la « vraie » Eglise et qui en est membre. Plus encore il s'agit de la question : Qui décide de la vérité salvatrice, l'Eglise ou Jésus-Christ, le corps ou la Tête ? Et nous n'avons pas été peu surpris à Bossey d'entendre des orthodoxes et des anglicans nous dire leurs craintes devant certaines attitudes actuelles, notamment attitudes prises par des Réformés.

Mais plus encore, en ce livre de TROCMÉ résonne un appel que nous voulons entendre, nous évangéliques. Comme l'écrivait ailleurs NEWBIGIN, l'Eglise chrétienne doit être « une expédition plutôt qu'une institution ». Avons-nous assez de foi en Christ pour le proclamer hardiment à nos foules déchristianisées ? Saurons-nous demander ensemble une nouvelle puissance de l'Esprit en nous et répandue sur d'autres ? L'année 1965-66 nous servira-t-elle à nous mieux entraider dans une série de tentatives sérieusement préparées et menées avec joie et conviction pour lutter en France contre tous les Démons modernes ?

J.-P. BENOIT.

DOCUMENTS

Du 10 au 14 mai dernier se tint à l'Institut œcuménique de Bossey (Suisse) une conférence sur l'interprétation de la notion d'Eglise, entre partisans et opposants du Mouvement œcuménique. Une rencontre du même genre avait eu lieu en 1961 mais, semble-t-il, moins nombreuse, moins représentative et moins fructueuse.

On y vint de tous pays et de toutes tendances, depuis les orthodoxes grecs jusqu'aux pentecôtistes. On s'y entretenait avec grande liberté et esprit fraternel. Et, sur plusieurs points, les « évangeliques » furent heureux de voir leurs préoccupations et convictions partagées par des membres officiels importants des Eglises membres du Conseil œcuménique.

Ci-dessous, nos amis de France trouveront le résumé officiel de l'étude présentée par un homme qui s'y sentait un peu le porte-parole non officiel, mais convaincu des « évangeliques ».

La réalité de l'Eglise au milieu du monde

Ce titre, comme mon propre titre, semble permettre d'insister sur certaines « réalités » de l'Eglise en ce monde. Ne risquons-nous pas parfois de nous assoupir au son des comptes rendus bienveillants ou enthousiastes donnés ici ou là par la presse, en particulier au cours du Concile du Vatican ? Or, qu'en est-il réellement ?

a) En Europe, la foi chrétienne, particulièrement sous sa forme la plus « ecclésiastique », stagne ou même recule. Toutes les statistiques le manifestent, aussi bien d'ailleurs en pays protestant qu'en pays d'obédience catholique.

b) L'athéisme gagne en tout domaine, soutenu par une littérature riche, variée, efficace (scientisme, marxisme, existentialisme), appuyée par une réussite matérielle « d'abondance », étrangement doublée par ailleurs d'une recrudescence des superstitions les plus arriérées.

c) Les tentatives « nouvelles », lancées ici et là depuis la guerre pour sortir de notre ghetto, restent presque toujours individuelles, sans beaucoup d'imitateurs ni grands résultats.

d) Les communautés chrétiennes « dissidentes » et parfois anti-œcuméniques paraissent sur ce point moins atteintes, plus conquérantes et attrayantes que les « grandes » Eglises. Peut-être les ignorons-nous trop.



Si Jésus envoya ses apôtres ou ambassadeurs prêcher l'évangile au loin, guérir les malades et « délier » les pécheurs, il semble que ces deux derniers ordres (que l'on s'en réjouisse et que l'on continue hardiment) se voient un peu partout en nos Eglises étudiées, compris, suivis.

a) « Diaconia » : aide aux malheureux, tiers-monde, lutte contre l'injustice ou la guerre, fidélité dans le métier, compréhension des autres, humanisme chrétien...

b) « Koinonia » : renouveau liturgique, valeur des sacrements, autorité, discipline, organisation de l'Eglise, dialogue avec les autres Eglises.

Mais un coup d'œil jeté sur ces vingt dernières années ne révèle-t-il pas dans l'ensemble que le « kérugma » se cantonne un peu trop... dans les chaires et que les Eglises se préoccupent peu d'annoncer Christ à ceux qui, hors leurs murs, ignorent tout de l'Evangile du Christ ou le rejettent ? Beaucoup de bonnes études sur l'Eglise et le Monde semblent n'accorder qu'une place minime à cette activité de témoignage envers l'incroyant ou même la critique (1). Serait-ce par suite d'une nouvelle conception de la réalité de l'Eglise au sein du Monde, comme si ces deux

(1) Par exemple, le dernier livre de Jean Bosc et « L'Eglise militante » de H. R. Weber.

réalités, l'Eglise et le Monde, devaient trouver une possibilité de « coexistence pacifique » aussi fraternelle que possible, peut-être en s'éclairant mutuellement, Christ les éclairant l'une et l'autre ? Ne serait-ce pas en partie pour cela que des « dissidents » refusent l'œcuménisme, alors que d'autres le présentent comme le vrai but actuel de l'Eglise si elle se veut fidèle ?



Dans le quatrième évangile et dans le livre des Actes en particulier, l'Eglise et le Monde s'opposent ou plutôt le Monde s'oppose à l'Evangile et pourchasse ses ambassadeurs ou témoins. Mais Christ est mort pour ce Monde. Dieu aime ce Monde et lui offre la vie, s'il veut y croire. Christ meurt et ressuscite pour libérer tous les hommes de leurs démons (ou autorités), libérations individuelles qui, depuis la Pentecôte, créent l'Eglise, formée d'êtres libérés devant par l'Esprit en eux des libérateurs.

Car le seul vrai évangéliste, c'est le Seigneur, l'Esprit, le Christ vivant, et il continue aujourd'hui son ministère en ce monde. La Croix de Jésus n'est pas seulement (et certes elle l'est), un appel vers nous à humblement servir les hommes, mais aussi et d'abord la victoire de Christ sur Satan et les puissances, victoire à laquelle il nous associe et nous invite à associer les gens de ce monde.

L'Eglise et sa réalité, avec ses misères comme avec ses richesses, ne doit pas nous voiler cette puissance toujours actuelle du Dieu de Jésus-Christ. (Or, il faut bien reconnaître qu'elle voile ou a souvent voilé, même dans ses grandeurs, Dieu aux yeux du monde). L'Eglise a donc aussi pour but et service d'amener à la foi et à la vie les masses païennes : d'après un commentateur récent (jeune professeur à l'Université de Strasbourg), l'évangile de Marc aurait été écrit (peut-être dès l'an 50) dans ce seul but !



Pour le catholique romain, l'Eglise avant tout c'est le Concile du Vatican, la hiérarchie ou à la rigueur le pape, même s'il restait tout seul. Pour notre conception, l'Eglise c'est le Laos, petit peuple formé de « convertis » (sur ces deux points nous nous rangeons aux côtés de H.R. Weber), toujours dispersé dans le monde, mêlé au monde comme son sel et sa lumière, ou plutôt nous le sommes si le Christ, vraie lumière du monde, habite en nos cœurs par la foi. Et nul ne peut à lui seul, ni pape ni évêque, être le corps de Christ, et à plus forte raison sa tête.

Chacun de nous, comme membre, a reçu son charisme et son ministère, dans le témoignage global de l'Eglise au monde. Personnellement, je me crois plutôt évangéliste, hanté par le désir de proclamer l'Evangile à ceux qui l'ignorent si tragiquement. Ceci ne signifie nullement (tout au contraire car tout se tient dans le corps) que je puisse me désintéresser des autres formes de l'action du Christ en ce monde. Et je suis, sur la plupart des points, d'accord avec ce qu'écrit le chanoine Waddams (2). La puissance du « kérugma » dépend aussi de celle de la « diaconia » ou de la « koinonia » ou d'autres manifestations et jusqu'à la « marturia » (Apoc. 6 : 9 ou 17 : 6), manifestations de la vie du Christ vivant en ce monde à travers son corps qui est l'Eglise.

Pouvons-nous tous ensemble, malgré nos divergences, coopérer ? Ce n'est pas sûr, tellement nos conceptions de l'Eglise et de l'Evangile diffèrent. Nous pouvons toujours nous écouter, prier les uns pour les autres et surtout demander ensemble au Maître de bien vouloir envoyer des ouvriers dans... sa moisson (le beau mot pour désigner le monde) !

Jean-Paul BENOIT.

(2) Le chanoine Waddams, anglican, présentait une étude parallèle sur l'aide que l'Eglise doit apporter au monde sur tous les problèmes humains qui l'assaillent.

CENTRALE INTERNATIONALE DU DISQUE ÉVANGÉLIQUE

Au cours de l'année 1964, la C.I.D.E. a produit et distribué dix nouveaux disques, dont sept sous sa propre marque et trois pour le compte d'autres éditeurs.

En outre, elle a procédé à de nombreuses rééditions de disques primitivement publiés les années précédentes et a assuré, comme par le passé, la diffusion en France des disques « Croisade » (également 10 nouveautés en 1964).

Un immense succès a été remporté par le disque « C.I.D.E. » consacré à l'évangéliste Fernand Legrand. Ce super 45 tours, comportant deux brefs messages et deux chants, est toujours proposé à des conditions tout à fait exceptionnelles pour le colportage et la distribution.

L'année 1965 est celle du dixième anniversaire de la C.I.D.E. Ce sera aussi, si Dieu le permet, celle d'une évolution sensible. Le disque a fait ses preuves comme instrument très utile dans l'évangélisation et nous voudrions multiplier les possibilités ainsi offertes. Nous avons bien des projets pour cette année. Pour leur réalisation à la gloire du Seigneur, nous réclamons vos prières et votre fraternel intérêt. Merci !

E. FRÉCHET.

La C.I.D.E. édite, mais ne vend pas. S'est donc constituée une Société commerciale, la S.E.M.A. (95, rue Nollet, Paris, 17^e. Tél. MAR. 89-40), qui vend non seulement les disques C.I.D.E., mais toutes sortes d'autres bons disques religieux. Or, la S.E.M.A. (responsables : E. Fréchet, D. Barnes, J. Blocher, J.-P. Benoit) a pu vendre en 1964 pour 90.000 francs, soit plus de 20.000 disques, en augmentation sur 1963, ce qui représente plus de 50 disques par jour. Belle évangélisation !

LES GROUPES BIBLIQUES UNIVERSITAIRES

Les G.B.U. ont pour but l'évangélisation des étudiants. Ils professent un christianisme strictement biblique mais veulent se placer sur un terrain non confessionnel. Ils sont absolument indépendants de toute organisation ecclésiastique particulière. Ils sont formés d'étudiants chrétiens qui ont à cœur d'annoncer à leurs camarades de Faculté la bonne nouvelle de Dieu venu habiter parmi les hommes, incarné en Jésus, le Christ, qui sauve l'homme de sa misère.

Nous croyons que le milieu des étudiants est difficilement accessible à ceux qui n'en font pas partie. Le monde universitaire certes est celui de la communication. Mais les étudiants ont peu d'occasions de communiquer avec « l'extérieur » et ne le recherchent pas.

L'essentiel de notre action est de promouvoir la naissance et l'organisation locale de groupes d'études bibliques où les participants sont directement confrontés avec la parole de Dieu et avec la personne de Jésus, la parole incarnée. Nous croyons que la Bible s'interprète d'elle-même lorsqu'on l'étudie dans une attitude sincère, humble, raisonnable et soumise à l'Esprit.

De même nous organisons des camps d'été et d'hiver où nos deux activités, conférences et études bibliques, vont de pair. Notre périodique trimestriel, « Chantiers » traduit la même préoccupation. Il existe des groupes dans la plupart des villes universitaires : Orsay, Nancy, Strasbourg, Lyon, Grenoble, Aix, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Poitiers, Caen, Rennes. Quelques groupes lycéens aussi.

Des chrétiens de tous milieux, généralement anciens universitaires et convaincus de l'importance de l'évangélisation du monde étudiant ont fondé l'Association des Amis du G.B.U. et nous accordent soutien spirituel et financier. C'est grâce à eux que nous avons pu acquérir notre local à Paris ainsi qu'un chalet en Savoie pour nos camps, et qu'un centre a été mis à la disposition du groupe de Strasbourg. Il est réjouissant de constater que des chrétiens ont compris l'importance décisive et stratégique du temps des études et nous soutiennent dans la tâche immense qui reste encore à accomplir.

Union des Groupes Bibliques Universitaires de France, 21, rue Serpente, Paris-6^e. « Chantiers » : abonnement : 5 F. C.C.P. Paris 12.800-96.

UNION ÉVANGÉLIQUE DES INFIRMIÈRES DU PERSONNEL MÉDICAL ET PARA-MÉDICAL

Elle continue vaillamment son travail. A Paris, réunion d'étude biblique tous les mois, le samedi, à 17 h 30 (14, rue Lacretelle, 1^{er}, gauche) ; réunion pour les jeunes tous les mois, le dimanche, à 17 h 30 (21, rue Serpente).

Nous pouvons envoyer le Bulletin trimestriel « Aimer et Servir » à toute personne que l'on nous signalera. [Mlle Cl. Farina, 23, rue Denys-Roy, Argenteuil (S.-et-O.)]. Nous aimerions voir se créer des groupes réguliers en province, notamment en Alsace. Et chez vous ?

Mais notre désir est aussi d'épauler les isolés et isolées dans ce travail si beau mais si lourd de responsabilité et parfois lassant du soin des malades. Le Seigneur peut nous aider si magnifiquement dans le témoignage à Lui rendre auprès des souffrants.

Le dimanche 16 mai eut lieu une sortie à Lamorlaye avec culte et l'après-midi un entretien très vivant, introduit et dirigé par le docteur Diébold, sur « Notre attitude vis-à-vis des malades ». Miss Smith, de Glasgow, secrétaire internationale, a donné quelques jours à la France au début juin.

FÉDÉRATION DES ÉGLISES BAPTISTES EN FRANCE

S'il y a quelque 120.000 Eglises baptistes groupées au sein de l'Alliance baptiste mondiale, celles de France rattachées à cet organisme ne sont qu'une petite poignée. Au cours des 20 dernières années pourtant, elles ont triplé et approchent maintenant de la cinquantaine. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, leur champ de travail atteignait neuf départements ; à fin 1964, elles sont à l'œuvre dans vingt-cinq.

Estimant que leur seule raison d'être est l'évangélisation — et que celle-ci normalement part des Eglises locales et y aboutit — elles s'efforcent d'être toujours non seulement sur pied de guerre, mais en campagne pour, à tout prix, sauver quelques-uns de nos compatriotes.

La quasi-totalité des Eglises baptistes a chaque semaine une réunion d'évangélisation et, en cours d'année, plusieurs efforts spéciaux avec un prédicateur d'une autre Eglise. Ici et là, les beaux jours voient se multiplier des campagnes sous tente.

*
**

A Paris, depuis plusieurs années, chaque mois à peu près, des réunions ont ainsi eu lieu dans diverses salles publiques, en particulier à la Mutualité ou à la Salle de Géographie. C'est dans cette dernière que se sont tenues les réunions de cette année. Annoncées par prospectus, par communiqués dans quelques quotidiens et surtout par les membres des Eglises, elles ont été l'occasion d'atteindre chaque fois un certain nombre de nouvelles personnes. Vingt à quarante cartes de décisions ont ainsi été demandées par soirée. Il est sans doute difficile de dire combien cela représente de conversions, d'autant plus que toutes les personnes qui demandent cette carte ne remettent pas le volet qui permettrait de poursuivre le contact. Comme presque toujours, en effet, la pleine appropriation du salut n'est pas immédiate, elle dépend de la manière dont la personne aura pu être suivie.

*
**

Récemment, à l'Ascension, le Congrès des Eglises de la Fédération baptiste a décidé de promouvoir une plus grande action d'évangélisation, dans plusieurs perspectives.

1) Le témoignage plus convaincu et plus rayonnant des Eglises locales par une consécration plus grande de chaque membre.

2) L'organisation de « Campagnes simultanées d'évangélisation », région par région. *Déjà, dans la région parisienne, huit Eglises se sont mises d'ac-*

cord pour une telle campagne. Elle se tiendra du 17 au 24 octobre prochain sur le thème : « Jésus-Christ est le chemin ». Pendant ces huit jours, chaque soir, dans ces huit temples, l'Evangile sera donc annoncé. Un tel effort simultané permet de créer un courant de prière, de ferveur, d'activité plus intense ; en outre, la même publicité sera utilisée, d'où économie. Les messages seront apportés par des prédicateurs venus des autres régions. (Une carte de prière peut être obtenue en écrivant à « Campagne simultanée », 48, rue de Lille, Paris, 7°).

3) La fondation de nouvelles Eglises. Un plan de cinq ans, mis au point par le Comité de la Mission intérieure baptiste, a été ratifié par le Congrès. Ce plan prévoit de doubler, au cours des cinq prochaines années, l'effort accompli depuis 1945. Au lieu de trois œuvres nouvelles tous les deux ans, ce plan en prévoit trois par an.



Le thème de ce Congrès était cette parole de Josué : « Il reste encore une très grande partie du pays à conquérir. » Evoquant les 20 dernières années et ces perspectives audacieuses, le rapport présenté au nom du Conseil de la Fédération baptiste dit :

« Il y a vingt ans, nous étions dans la liesse de la victoire. Nos Eglises avaient traversé la grande tourmente dans le coude à coude de la prière et de l'entraide fraternelle. Maintenant c'était la fin du cauchemar, comme c'était aussi la fin prochaine des restrictions et des contraintes. " Levons-nous et bâtissons ", clamait-on un peu partout.

« Vingt ans ont passé ! Nos Eglises ont bâti elles aussi et se sont multipliées. Mais notre guerre à nous n'est pas finie. L'ennemi occupe encore une très grande partie du pays. Des centaines de milliers de nos compatriotes crouissent sous sa férule impitoyable. La guerre n'est pas finie ; l'heure de la démobilisation n'est pas arrivée. Le temps de la liesse n'est pas pour nous. Notre programme est un programme d'austérité. Des sacrifices devront être consentis. Nous devons accepter des restrictions, sur nos loisirs, sur notre bien-être. Ce qui compte c'est de vaincre, quel que soit le prix à payer. Contrairement aux temps de restrictions que nous avons connus dans les années 40 à 45, ce programme d'austérité ne nous est pas imposé par les événements ou par les autres. Non, personne ne nous l'impose. Seuls notre amour pour le Seigneur et notre foi en Lui peuvent nous l'imposer. Qu'ils abondent donc en nous !

« Des frères d'autres pays : d'Amérique, de Grande-Bretagne, de Suisse, d'Allemagne, sont venus et viennent à notre aide, car " il reste encore une très grande partie du pays à conquérir ".

« Ils sont là à nos côtés avec leur affection, leurs prières, leurs moyens, leurs encouragements ; et surtout le Seigneur est là, non pas à nos côtés, lui, mais par son Esprit, en nous. En avant donc sur tout le front à la suite de notre Sauveur et chef Jésus-Christ dans la puissance de sa résurrection et, s'il le faut, la communion de ses souffrances. »

André THOBOIS.

RISQUERIONS-NOUS LA FAILLITE ?

Lors de notre Retraite à Lamorlaye, en juin dernier, nous avons établi un budget, peut-être trop parcimonieux.

En décembre, nous avons financé quelque propagande pour la Semaine Universelle de Prière. Mais ceci nous a valu qu'elle fût beaucoup mieux suivie que par le passé. En particulier, les collectes, à ces occasions, triplèrent celles de 1964.

Notre Bulletin se distribue généreusement (trop ?). Mais un don important, et non prévu, en couvre tous les frais jusqu'à aujourd'hui.

Alors ???

La raison toute simple tient au fait que les rentrées espérées restent loin en deçà de nos besoins et prévisions.

Et nous risquons n'avoir plus un sou en caisse, à la fin du mois de juillet ou avant cette date.

Serait-ce simple oubli de la part d'amis qui se félicitent de notre développement et lisent volontiers notre Bulletin, mais oublient au milieu de mille soucis, que nous avons, pour vivre, grand besoin de leur aide ?

Ou bien faudrait-il s'arrêter, réduire, se taire ? Notre trésorier s'y oppose et continue d'espérer. Nous pouvons en tout cas prier et aussi vous supplier de demander avec nous au Seigneur de nous éclairer et nous venir en aide.

Le Comité de l'A.E.F.

Alliance Evangélique Française, 47, rue de Clichy, Paris. C.C.P. : Paris 1245-33.

NOTA BENE

- N'importe qui peut recevoir gratuitement notre Bulletin.
- La même personne peut aussi nous envoyer gracieusement un don.
- Mais, pour être « membre » de l'A.E.F., il faut et il suffit de nous dire, par écrit, avec nom, adresse et dénomination, que l'on adhère à la Profession de Foi ci-dessous :

Nous croyons :

— à l'Ecriture Sainte, Parole infail-
lible de Dieu, autorité souveraine en
matière de foi et de vie ;

— en un seul Dieu, Père, Fils et
Saint-Esprit de toute éternité ;

— en Jésus-Christ notre Seigneur,
Dieu manifesté en chair, né de la
Vierge Marie, à son humanité exempte
de péché, ses miracles, sa mort expia-
toire et rédemptrice, sa résurrection
corporelle, son ascension, son œuvre
médiatrice, son retour personnel dans
la puissance et la gloire ; — au salut
de l'homme pécheur et perdu ; — à

sa justification non par les œuvres,
mais par la seule foi, grâce au sang
versé par Jésus-Christ notre Sei-
gneur ; — à sa régénération par le
Saint-Esprit.

— en l'Esprit-Saint qui, venant
demeurer en nous, nous donne le pou-
voir de servir Jésus-Christ, de vivre
d'une vie sainte et de rendre témoi-
gnage ; — à l'unité véritable dans le
Saint-Esprit de tous les croyants for-
mant ensemble l'Eglise Universelle,
corps du Christ, — à la résurrection
de tous : ceux qui sont sauvés ressus-
citeront pour la vie, ceux qui sont per-
dus ressusciteront pour le jugement.

NOUVELLES

● Leighton FORD, beau-frère de Billy Graham, pasteur de l'Eglise presbytérienne, c'est-à-dire réformée, nous offre de venir, en automne 1966, donner quatre à cinq semaines à la France. Il fut tellement apprécié à Lyon en 64 que déjà cette ville le retient pour une campagne de huit jours. Et de même Genève. A Paris, on pense aussi lui faire appel. Entre ces trois campagnes, il pourrait présider, ici et là, des retraites pour pasteurs et chrétiens engagés. Avis aux amateurs.

● Le Conseil de l'Alliance Evangélique Européenne se réunira à Zürich du 1^{er} au 5 septembre prochain et nos amis suisses y préparent de larges réunions publiques.

● L'Alliance Evangélique Française tiendra à l'Institut Biblique de Lamoignon (Oise), les lundi 28 et mardi 29 juin, sa deuxième Retraite annuelle. Au programme : 1) « Sens des notions bibliques de repentance, conversion, vie nouvelle et leurs implications dans notre témoignage. » 2) « Vérité scientifique, philosophique et biblique ». 3) « Notre situation et notre avenir ». Tous les « membres » de l'A.E.F. peuvent s'y faire inscrire.

● Le pasteur V. Subilia, doyen de la Faculté de Théologie vaudoise de Rome, vient de publier (collection Les Bergers et les Mages) un excellent livre sur « Le problème du catholicisme », remarquablement documenté.

● La campagne sous tente de l'Armée du Salut, fêtant à Paris, place de la Bastille, son Centenaire, au début mai, a rassemblé de beaux auditoires, suscité l'intérêt de toute la presse et enregistré de sérieuses conversions. *Alléluia !*

L'Armée du Salut compte actuellement 25.000 membres, dont 25.000 officiers, de par le monde.

● Le « week-end » biblique, tenu à l'Eglise réformée de Ste-Marie, à Paris, les 22-23 mai, avec l'aide des pasteurs R. Leenhardt et Adoul (Ligue pour la Lecture de la Bible), sur deux chapitres du livre des Actes des Apôtres, nous a remplis de joie. Des membres d'au moins six « dénominations » différentes s'y sont ensemble penchés sur la Parole de Dieu. Nous récidiverons dès la rentrée, avec l'espoir que ces rencontres incitent des chrétiens à se rassembler chez eux pour ensemble lire et suivre la Bible.

● Le pasteur Guillot (Ligue pour la Lecture de la Bible, à Alès) a tenu des campagnes d'évangélisation à la Grand-Combe en mai, à Orange en juin. Cet été, camps à Sumène (Gard), Guebwiller (Alsace), avec la Convention, et en Suisse. M. Guillot est prêt à étudier des demandes de campagnes d'évangélisation ou autres pour l'hiver prochain, à partir de décembre.

● Nos finances, une fois de plus, pleurent les temps de sécheresse. Si vous voulez que notre Bulletin et notre action continuent, soutenez-les généreusement. (Le C.C.P. est inscrit au bas de cette page). Merci !

● Une campagne d'évangélisation sous une tente (13 au 19 septembre prochains) sera menée par la plupart des Eglises Evangéliques de Lille (Nord) avec le pasteur J.-P. Benoit. Tout se prépare avec soin. Ces amis réclament l'appui de notre intercession (Pasteur Schneider, 3, rue Copernic, Lille).

De même à Paris, du 17 au 24 octobre 1965, huit Eglises baptistes se sont mises d'accord pour des « campagnes simultanées » toute la semaine (48, rue de Lille, Paris, 7^e).

LA REVUE RÉFORMÉE

Abonnements, envois de fonds et dons

Les abonnements de **solidarité** permettent d'assurer le service de la Revue :

- a) à *prix réduit*, aux pasteurs (ou assimilés) et aux étudiants ;
- b) *gratuitement* aux bibliothèques d'hôpitaux, de sanas, de prisons, etc... ;
- c) aux bibliothèques d'étudiants et de diverses Facultés, afin d'y faire connaître nos publications et en vue d'une raisonnable propagande.

Pour soutenir notre œuvre et faciliter nos publications, des *dons* peuvent être adressés soit par des coreligionnaires français qui désirent s'associer à notre travail, soit par des protestants étrangers qui, sans vouloir s'abonner à la *Revue Réformée*, sont cependant heureux de participer à notre effort.

FRANCE : *Commandes :* 8, rue de Tourville, Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.).

Abonnements, envois de fonds et dons : M. Jean MARCEL, 23, rue de Tourville, Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.). C.C.P. Paris 7284.62.

Abonnement : 15 F. Abonnement de solidarité : 30 F ou plus.

Pasteurs et assimilés, étudiants : prix réduit, 10 F.

ALLEMAGNE : Pastor Wilhelm LANGENHOHL, Rheydt, Kirchstrasse 1. Konto Nr. 48 54. Städt. Sparkasse, Rheydt. Postcheckamt : Köln 7275.

Abonnement D.M. 13 ; Etudiants : D.M. 8,50.

BELGIQUE : M. le pasteur Paulo MENDES, 99, rue du Roi-Albert-I^{er}, Dour (Hainaut). Compte courant postal 3776.05.

Abonnement : 140 francs belges. Abonnement de solidarité : 280 francs belges ou plus.

Pasteurs et étudiants : 100 francs belges.

ETATS-UNIS, CANADA : STECHERT-HAFNER Inc., 31 East 10th Street, New-York 3, N.Y. (U.S.A.).

Abonnement : \$ 3,—. Abonnement de solidarité : \$ 6 ou plus.

GRANDE-BRETAGNE : The Rev. G. S. R. Cox, The Vicarage, Gorsley, nr. Ross-on-Wye, Herefordshire.

Abonnement : £ 1, Student sub. sh. 13.

ITALIE : Libreria di Cultura Religiosa, Piazza Cavour 32, Roma, C.C. Postale 1/26922.

Abonnement : lires 1.500.

Pasteurs et assimilés, étudiants : lires : 1.000.

PAYS-BAS : M. Th. J. BARENTSEN, Leijweg 176. s'-Gravenhage. Postrekening Nr. 384573. Telefoon : 335703.

Abonnement : Fl. 12. Abonnement de solidarité : Fl. 25 ou plus.

Etudiants : prix réduits : Fl. 8.

PORTUGAL : Rui Antonio RODRIGUES, Bairro da Boavista, 9-1°, Ponta Delgada, S. Miguel, Açores.

Abonnement : 60 \$ 00.

Pasteurs et assimilés, étudiants : 43 \$ 50.

SUISSE : M. R. BURNIER, 39, boulevard Grancy, Lausanne. Compte postal : 11.6345.

Abonnement : 13,50 francs suisses. Abonnement de solidarité : 30 francs suisses ou plus.

Pasteurs et assimilés, étudiants : prix réduit, 9 francs suisses.

AUTRES PAYS : F 16

PUBLICATIONS DISPONIBLES

(Extraits)

1° Au siège de *La Revue Réformée*, cf. page 3 de la couverture : France
15 % de réduction, franco, pour commandes adressées au siège de la Revue.

	F
Birger GERHARDSSON, <i>Mémoire et Manuscrits dans le Judaïsme rabbinique et le christianisme primitif</i>	4,50
Canons du Synode de Dordrecht (1618-1619)	4,50
Jean DE SISMONDI (1773-1842). Précurseur de l'Economie Sociale	6,
Pierre BOURGUET, <i>Opinions sur le Concile</i> (2° éd.)	6
Jean CALVIN, <i>Sermons sur la mort et passion du Christ</i> (Esaïe LIII)	5,
La Nativité :	
1. L'Annonce faite à Marie et à Joseph	4,—
2. Le Cantique de Marie	4,—
3. Le Cantique de Zacharie	4,—
4. La Naissance du Sauveur	4,—
Les quatre fascicules ensemble	12,—
Sécularisation du Monde moderne , par H. DOOYEWEERD, R. GROB, D. M. LLOYD-JONES, Jean CADIER, André SCHLEMMER, etc.	5,—
G. C. BERKOUWER, <i>Incertitude moderne et Foi chrétienne</i>	4,50
Théodore DE BÈZE, <i>La Confession de Foi du Chrétien</i>, Texte modernisé, Introduction, préface et notes de Michel Réveillaud	10,
Herman DOOYEWEERD, <i>La nouvelle tâche d'une philosophie chrétienne</i>	6,—
Pierre LESTRINGANT, <i>Le Ministère de l'Eglise auprès des malades</i>	9,—
John MURRAY, <i>Le Divorce</i>	6,—
Arthur PFENNINGER, <i>Pour l'Honneur de Dieu</i> (Le drame de la vie de Calvin), Pièce en trois actes, adaptation française d'Edmond Duméril	4,50
Auguste LECERF :	
<i>La Prière</i>	5,—
<i>Des Moyens de la Grâce</i>	6,50
<i>Le Péch^é et la Grâce</i>	5,—
Pierre MARCEL :	
<i>Le Baptême, Sacrement de l'Alliance de Grâce</i>	10,—
<i>L'Actualité de la Prédication</i>	4,50
<i>Gethsémani</i>	2,—
<i>Le témoignage en parole et en actes</i>	2,—
<i>Christ expliquant les Ecritures</i>	3,—
<i>L'Humilité d'après Calvin</i>	3,—
2° A la Librairie Protestante, 140, Bd Saint-Germain, Paris, 6°.	
Pierre MARCEL :	
<i>A l'Ecole de Dieu, Catéchisme réformé</i>	9,60
<i>A l'Ecole de Dieu, Manuel de direction spirituelle</i>	7,—
<i>Catholicisme et Protestantisme, Lettre pastorale du Synode général de l'Eglise réformée des Pays-Bas sur l'Eglise catholique-romaine. 4° éd., « Les Bergers et les Mages »</i>	6,60
<i>La Confession de Foi des Eglises réformées en France, ou Confession de La Rochelle. Format de poche, « Les Bergers et les Mages »</i>	3,—
Jean CALVIN :	
<i>Brève Instruction chrétienne, Adaptation en français moderne, « Les Bergers et les Mages »</i>	3,90
<i>Petit Traité de la Sainte-Cène, Adaptation en français moderne, « Les Bergers et les Mages »</i>	3,90
<i>Institution de la Religion Chrétienne, 4 volumes, « Labor et Fides ».</i>	
<i>Commentaire sur le livre de la Genèse, « Labor et Fides ».</i>	
<i>Commentaire sur l'Epître aux Romains, « Labor et Fides ».</i>	
<i>Commentaires sur les Epîtres aux Galates, Ephésiens, Philippiens, Colossiens. A paraître fin 1964, « Labor et Fides ».</i>	